

Bimensuel favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité

Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

On maltraite l'histoire et on prépare la prochaine catastrophe

par Willy Wimmer, ancien secrétaire d'Etat au ministère fédéral allemand de la Défense



Willy Wimmer
(photo uk)

En Crimée, on trouve de plus en plus de dépouilles de soldats allemands. Elles ne peuvent pas être inhumées dans le cimetière militaire allemand, d'une beauté éblouissante, près de la ville portuaire de Sébastopol, parce que les autorités compétentes allemandes refusent toute coopération avec les autorités russes. En s'adressant au Président fédéral allemand, on demeure sans réponse. Que penser d'un pays agissant ainsi envers ses morts en raison de l'actuelle politique de l'OTAN?

Les avertissements se perdent-ils dans le vide?

Vénération de la mémoire de ses morts relève de la décence la plus élémentaire et de la responsabilité envers le passé et l'avenir. L'histoire du siècle dernier connaît trop d'événements. Rien de cela ne doit tomber dans l'oubli, car d'un tel comportement émergent de nouvelles détresses. Ceci n'est-il pas vrai notamment pour Stalingrad et pour l'immense tribut en vies humaines payé par les habitants au-delà de Brest [front de l'Est, ndt.] suite à l'offensive de l'empire germanique contre l'Union soviétique de l'époque? Pourquoi ne commémore-t-on pas, 75 ans après la fin de la bataille de Stalingrad, les millions de victimes de cette guerre? Pourquoi le gouvernement allemand refuse-t-il de rendre hommage aux victimes? Pourquoi nous laissons-nous à nouveau devenir réfractaires vis-à-vis de la Russie par une politique agressive et hypocrite? Ceci précisément par ces prétendus alliés n'ayant – avec la guerre contre l'Autriche-Hongrie et contre l'Allemagne impériale de 1914 – rien d'autre en tête que

la destruction définitive de l'Allemagne et de la monarchie austro-hongroise.

Pourquoi, en Europe, tout le monde parle à nouveau de guerre avec et contre la Russie, alors que nous ferions mieux de nous rappeler que c'était Moscou qui nous a confié la clé pour l'unité nationale de l'Allemagne? Veut-on par tous les moyens éviter qu'on se rende compte de l'immense et presque infranchissable différence entre la souffrance des millions de personnes au-delà de Brest et notre politique actuelle face à ce pays? La réponse adressée à notre pays par la Russie et son peuple, à tout ce que nous leur avons fait subir, est le désir sincère de vivre en bon voisinage. Bon Dieu, où avons-nous déjà rencontré une telle chose?

Berlin se comporte comme si cette attitude ne la concernait pas. Sur ce point Berlin se comporte très différemment de Bonn [ancienne capitale de l'Allemagne de l'Ouest]. Pourquoi n'imposons-nous pas que la «Charte de Paris pour une nouvelle Europe» signée le 21 novembre 1990 – quelques semaines après la réunification de l'Allemagne – reste le seul document central de la coopération européenne? Après les atrocités du siècle passé, la guerre devrait être bannie de l'Europe. Ce sont *Bill Clinton* en tant que président des Etats-Unis et sa Secrétaire d'Etat *Madeleine Albright* qui ont – par la guerre d'agression contre la Yougoslavie – réinstallé le vieux régime de guerre européen.

Nous devons nous opposer à la guerre

La chronologie des données historiques montre la dimension des activités agressives entreprises contre d'autres Etats et peuples. Nous nous en rendons compte en analysant le laps de temps entre le 8 janvier 1918 et juin 1919, c'est-à-dire entre les fameuses «14 points» du Président américain *Woodrow Wilson*, l'armistice de novembre 1918 et le Traité de Versailles. Sur l'île Britannique et en France, on était bien décidé de détruire

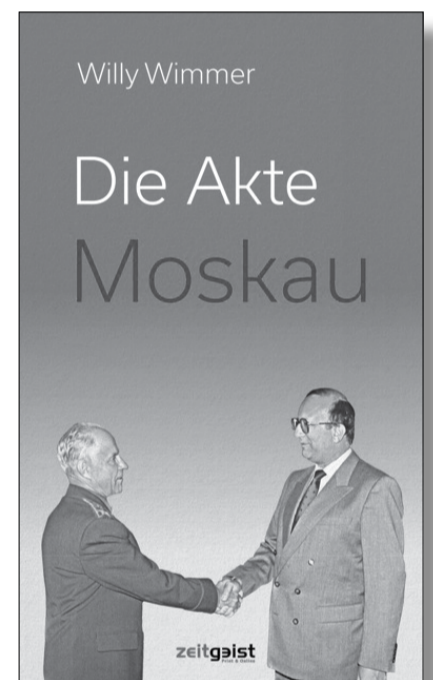
l'Allemagne impériale et l'Autriche-Hongrie. Dernièrement, en janvier 2018, l'actuel commandant en chef britannique [cf. article p. 2] a péroré en public qu'on avait voulu attaquer les Empires centraux déjà en 1912 (et pas seulement en 1914). La destruction totale de l'Allemagne ne fut pas possible. Il fallut donc créer le Traité de Versailles pour que l'Etat allemand, un Etat florissant avant la guerre, puisse être détruit de l'intérieur afin d'atteindre l'objectif militaire planifié de son anéantissement.

Ce n'est que par le Traité de Versailles que des forces infâmes ont pu être mobilisées en Allemagne. Tout observateur politique objectif reconnaîtra que c'est par un développement similaire – en vue d'atteindre des objectifs stratégiques globaux – que ce mécanisme est utilisé actuellement contre la Fédération de Russie et le gouvernement étatique de Moscou. Au début de cette décennie, l'action mise en œuvre par M. Obama et Mme Clinton contre notre voisin russe était pour nous tous comme un coup de tonnerre dans un ciel bleu. Les déploiements et les minauderies militaires mortels durant la guerre froide ne sont rien en comparaison.

Des généraux américains parlent à nouveau en Europe d'une grande guerre. On a de la peine à le croire et cela semble totalement irréel, au vu de la politique actuelle, qu'en été 2012, la fanfare militaire de la Bundeswehr fut invitée à jouer sur la place Rouge de Moscou. Tendre davantage la main de la part de la Russie n'est plus possible. Et quelle fut la réponse allemande? Des membres du gouvernement allemand s'impliquèrent activement dans le coup d'Etat de Kiev instrumentalisé contre Moscou. Veut-on ainsi mettre la Russie hors combat selon le modèle de 1914 pour ensuite pouvoir la détruire de l'intérieur? Nous nous demandons: Mourir pour Washington? [Allusion à «Etes-vous prêts à mourir pour Dantzig?» en 1939, ndt.] Ceci ne vise en aucun cas

l'actuel président *Donald Trump*. Pourtant, chaque président américain semble vouloir mener «sa» guerre, mais jusqu'à présent M. Trump n'a pas particulièrement attiré l'attention lorsqu'il s'agissait d'opération armée. On peut cependant se poser la question si sa sphère d'influence va au-delà de la «roseraie» de la Maison-Blanche ou si, au sein de la direction militaire de la Maison-Blanche, ce ne sont pas les commandants américains globalistes qui font la loi pour toute action. Juste une chose semble aller mal: lors de la guerre froide, on a poussé l'Union soviétique à s'armer jusqu'à sa mort économique. Aujourd'hui, cet objectif ne semble plus marcher. Il semble que chez nous en Occident, ce sont les «fétichistes des 2%» qui sont aux manettes. [L'OTAN réclame de tous ses membres un budget militaire d'au moins 2% du PIB, ndt.]

(Traduction *Horizons et débats*)



ISBN 978-3-94300-712-1

Un Américain exige que l'Allemagne «prenne le leadership» sur le plan militaire

km. Le 6 février 2018, la «Süddeutsche Zeitung» a publié un long article de *James D. Bindenagel*. Cet homme est un politologue américain ayant dirigé l'ambassade américaine de Bonn en tant que chargé d'affaires en 1996 et 1997. Bindenagel est membre de nombreuses organisations influentes, dont l'«American Jewish Committee» de Berlin, l'«American Council on Germany» et la «Deutsche Gesellschaft für Auswärtige Politik».

En 2014, Bindenagel a été appelé à la nouvelle chaire de relations internationales et de droit international de l'Université de Bonn. C'est une chaire financée par le ministère fédéral de la Défense et le ministère des Affaires étrangères, en l'honneur (!) de l'ancien Secrétaire d'Etat américain *Henry Kissinger*. Bindenagel a obtenu de nombreux prix, dont le «State Department's Distinguished Service Award», le «Grosse Bundesverdienstkreuz» de la République fédérale d'Allemagne et le «Presidential Meritorious Service Award» des Etats-Unis.

Son article dans la «Süddeutsche Zeitung» a pour titre «Le nouvel ordre mondial» et pour sous-titre «Les Etats-Unis ont abandonné leur leadership, l'Allemagne doit donc assumer davantage de responsabilités». Dès le début de l'article, il déclare: «L'Allemagne représente le plus grand espoir pour la défense de l'ordre mondial libéral –

que le pays veuille ou non prendre le leadership. Les forces mondiales sont en train de se transformer: le nationalisme croissant en Chine et en Russie dissout l'ordre international. [...] Le nouveau président américain, à son tour, a remis en question le devoir de défense des Etats-Unis envers l'Europe. Suite à sa politique nationaliste, *Donald Trump* abandonne le leadership américain dans les affaires internationales.»

Bindenagel se base sur des enquêtes exprimant l'opinion prédominante que l'Allemagne ne devrait plus se fier aux Etats-Unis pour sa «politique de défense», mais qu'elle devrait agir conjointement avec d'autres Etats de l'UE. Puis, il ajoute que, selon un sondage de l'institut américain *Gallup*, «41% des personnes interrogées seraient favorables à un leadership mondial de l'Allemagne» – un taux plus élevé que celui des Etats-Unis.

Bindenagel connaît les réserves de la population allemande à l'égard d'un leadership militaire-politique du pays et rappelle par la suite l'histoire allemande. Sans aucun contraste, il décrit une Allemagne militariste jusqu'en 1945 et une Allemagne plutôt pacifiste après la Seconde Guerre mondiale jusqu'en 1990. Selon lui, l'Allemagne «est devenue un pouvoir civil» – la «démocratie de premier plan en Europe» (!). Et Bindenagel de continuer: «Reste à savoir

si, après ce développement historique évoluant d'une extrémité à l'autre [!], il sera maintenant possible de trouver un équilibre entre la guerre et la paix.» En bref: l'Allemagne doit se déclarer prête à mener à nouveau des guerres.

Bindenagel cite diverses personnalités allemandes s'étant exprimées en faveur de la participation de l'Allemagne aux prochaines guerres, notamment pendant et à la suite de la Conférence de Munich sur la sécurité en 2014: l'ancien président allemand *Joachim Gauck*, l'ancien ministre des Affaires étrangères *Frank-Walter Steinmeier*, mais aussi le ministre des Affaires étrangères *Sigmar Gabriel* et surtout la chancelière *Angela Merkel*.

Cependant, Bindenagel ne réclame pas d'actions unilatérales allemandes, tout doit se faire dans le cadre des forces armées de l'UE et dans le cadre de l'OTAN. Là, l'Allemagne doit, un paradoxe intéressant, «diriger en tant que partenaire». Il ne faut plus qu'il y ait une «voix spéciale» allemande. Ce n'est pas un hasard qu'il sollicite également des personnalités telles *Jürgen Habermas* ou de l'ancien ministre polonais des Affaires étrangères *Radoslaw Sikorski*. Habermas représente la «Nouvelle Gauche» allemande orientée vers les Etats-Unis et Sikorski représente la première victime de guerre de la dictature hitlérienne. En outre,

la «culture de la mémoire allemande» assurera qu'il n'y ait pas «d'excès de leadership allemand». En d'autres termes: l'Allemagne ne sera jamais «indépendante» en tant que puissance dominante.

La conclusion de Bindenagel est la suivante: «L'Allemagne est désormais tenue de diriger l'Europe. Pour que cela réussisse, le pays a besoin d'une audacieuse vision stratégique [...]». Il est essentiel de «surmonter les incohérences dans la politique de sécurité entre les élites politiques et le grand public». [Souligné par la rédaction] Puis, il termine en disant: «Maintenant, le monde veut savoir si l'Allemagne sera présente quand il s'agira de prendre le leadership.»

«Les Allemands doivent apprendre à tuer», tel était en 2006 le gros titre d'un numéro du magazine d'information «Der Spiegel», alors que le nombre des victimes allemandes en Afghanistan augmentait et que la résistance de la population allemande contre cette guerre s'accroissait. Le jeu de la séduction de l'Américain *James D. Bindenagel* appartient à cette même catégorie. Le public allemand a le droit de connaître le contenu de l'engagement pris par le gouvernement allemand lorsque, quelques jours après la victoire électorale de *Donald Trump*, *Barack Obama* – au lieu du président élu – est venu en Allemagne pour faire prêter serment à *Angela Merkel*.

Notre dignité est en cause

Réflexions concernant la Bourse et les préparatifs de guerre

par Karl Müller

Les chutes considérables de la bourse de New York, et par la suite des autres bourses importantes dans le monde, ont engendré diverses spéculations. Même dans les médias mainstream, on s'est demandé si le «crash» longtemps annoncé était imminent. A l'heure actuelle, il n'est guère possible de donner une réponse claire. Toutefois, ce que tout le monde savait semble s'avérer correct: les spéculations avec l'argent d'autrui et la politique de l'argent bon marché des banques centrales (et des gouvernements) ont fait naître une immense bulle boursière n'ayant plus rien à voir avec la réalité économique de la performance des entreprises – cependant elles «enrichissent les riches». Cela ne peut pas mener à bon port. Ces corneilles s'arrachent parfois mutuellement les yeux. Pourtant en 1929 comme en 2008, le crash a provoqué des millions de victimes innocentes dans le monde entier. D'autres ont consciemment provoqué ces catastrophes, en ont profité et préparent de nouveaux projets similaires. Sur ce sujet il existe un film allemand passionnant des années 60 «Der Schwarze Freitag» [«Vendredi noir»] (<https://www.youtube.com/watch?v=vgmfcnc4C8c>).

Une image empruntée aux maths

En mathématiques, il existe une illustration impressionnante pour différencier les nombres réels et complexes. Les nombres réels sont des points dispersés sur une feuille de papier, paraissant pour l'observateur ne pas avoir de rapport entre eux. Pourtant, si l'on voit les points des nombres réels sur les lignes des nombres complexes (dont ils sont un sous-ensemble), il s'avère que les nombres réels sont les points d'une image ayant des contours clairs. Actuellement, on peut avoir une impression similaire, si l'on observe chaque événement pour soi. A première vue c'est le chaos. Les titres des journaux ne donnent pas de sens, ils créent des sentiments d'impuissance. Mais quelle est l'image dans son entier?

La propagande belliciste du chef de l'état-major général britannique

Le 5 février 2018, le site allemand *Nachdenkseiten* (www.nachdenkseiten.de) a publié la traduction allemande d'extraits d'une intervention du chef de l'état-major général britannique, général Sir *Nicholas Carter*, que celui-ci a prononcée le 22 janvier au *Royal United Services Institute*. Le chef de l'état-major général a insinué que le mode de pensée et d'action de l'actuel gouvernement russe était similaire de celui des Russes avant la Première Guerre mondiale ou des Japonais avant 1941, c'est-à-dire en préparant une guerre d'agression – en raison du fait qu'en se voyant dans le déclin, la seule «solution» devenait la guerre.

Une telle guerre pourrait éclater plus tôt que prévu. L'attaque russe pourrait cependant se faire différemment des prévisions

actuelles: «Cela commencera par un incident auquel on ne s'attend pas.» Tout comme *George F. Kennan* l'avait déclaré en 1946 dans son fameux discours sur la «politique d'endiguement» américaine, le chef d'état-major britannique déclare qu'on est toujours et encore capable de stopper la Russie. La tâche de l'OTAN est «de reconnaître les faiblesses de la Russie et de les contrer de manière asymétrique.»

Pour cela, il faut créer dans les Etats limitrophes à la Russie «de réelles capacités institutionnelles» pour que ceux-ci «aient la force et la confiance de tenir ferme face à la Russie». Puis, l'Occident doit «continuer à diminuer sa dépendance énergétique face à la Russie.» Il faut «informer» la population russe de «ce qui se passe réellement». Parallèlement, les Etats membres de l'OTAN doivent se mettre en état «d'identifier nos propres vulnérabilités face à l'influence méchante [!] et à la désinformation russes, afin de pouvoir prendre des mesures pour la réduire». Il est évident qu'il faut également stationner des forces terrestres de l'OTAN dans les pays voisins de la Russie: «[...] une unité d'infanterie vaut un escadron d'avions de combat F-16 [...], quand il s'agit de la disponibilité.» Etc.

C'est ainsi que parle le chef de l'état-major britannique: de la propagande de guerre très concrète assortie de rhétorique de victimisation – comme lors de projections. C'était déjà ainsi au cours de la guerre froide. Ainsi, on a justifié les massacres de plusieurs millions de Coréens et de Vietnamiens, la colonisation politique, économique et militaire du Proche-Orient ainsi que des continents africain et sud-américain – et le statut de vassaux des pays européens.

Le nouveau gouvernement allemand est-il prêt à la guerre?

Les partis CDU, CSU et SPD ont terminé leurs négociations de coalition. Les médias ont fait montre d'un grand intérêt aux débats. Beaucoup d'encre a coulé sur les grands sujets débattus. Mais un sujet a été totalement laissé pour compte: la politique extérieure du futur gouvernement allemand. De toute évidence, il n'y avait aucun besoin d'en débattre; sera-t-elle «sans alternative» également dans les années à venir? Nous savons donc à quoi il faut s'attendre: pas de politique de paix, pas de détente dans les rapports avec la Russie mais de l'exacerbation de la confrontation et un éventuel rôle pour l'Allemagne. Il faut empêcher les gens de réfléchir – donc les endormir ou les tenir en haleine.

L'immigration est un sujet parfaitement adapté. Cette question préoccupe les gens, les absorbe, les polarise et divise le pays. On est déjà en train de monter, à nouveau, les Allemands de l'Ouest contre les Allemands de l'Est. Ceux-ci se défendent au mieux de la manière dont on les traite et dont on les étiquette. Il y a d'excellentes contributions à

L'Allemagne renforce son engagement contre la Russie

km. L'Agence de presse allemande (dpa) a rapporté le 8 février 2018, que la Bundeswehr prévoit, dans le cadre du réarmement militaire de l'OTAN, la construction d'un nouveau centre de planification et de commandement pour le transport rapide de troupes et de matériel. Les membres de l'alliance se seraient mis d'accord d'accepter une telle proposition de la ministre fédérale de la Défense *Ursula von der Leyen* (CDU). D'autres candidats pour ce nouveau quartier général n'existent pas. La décision officielle devrait être prise lors d'une réunion des ministres de la Défense de l'OTAN très prochainement.

Selon les informations de la *dpa*, la construction du nouveau centre de planification et de gestion pourrait s'effectuer dans la région de Cologne-Bonn où se trouvent aujourd'hui déjà, le service de soutien interarmées et l'Office des forces armées de la Bundeswehr. Il est précisé qu'avec le renforcement de sa structure de commandement et de gestion, l'OTAN réagit «principalement à la politique ressentie comme agressive de la Russie». Dans un rapport de l'OTAN prétendument secret, des militaires auraient exprimé leurs doutes quant à la capacité de l'alliance à répondre de façon appropriée et suffisamment rapidement à une attaque surprise de la part de la Russie:

«Nous avons besoin d'une structure de commandement pouvant garantir que les bonnes troupes sont au bon endroit, avec le bon équipement, au bon moment», a déclaré publiquement le secrétaire général de l'OTAN *Jens Stoltenberg*.

Le jour même, le journal régional «*Rheinische Post*» de Düsseldorf a publié une dépêche certifiant une réponse du gouvernement fédéral au groupe parlementaire du parti «*Die Linke*», que la liste énumérant toutes les manœuvres militaires – tant de la Russie que de l'OTAN – était un document classé. *Alexander Neu*, l'un des signataires de la question parlementaire posée au sein du Bundestag, a réagi de la façon suivante: «De toute évidence, le gouvernement fédéral et l'OTAN préfèrent poursuivre leur propagande antirusse sans être perturbés par les faits et l'opinion publique.» Il avait demandé au gouvernement de circonscrire par des preuves ses allégations du massif réarmement et des constantes manœuvres russes aux frontières de l'OTAN. L'enseignement tiré de cette réponse est, selon ce parlementaire, «d'être encore plus méfiant envers les déclarations des responsables politiques et militaires à propos de la dangerosité de l'ours russe».

ce sujet, même dans les grands médias. Ainsi dans la «*Neue Zürcher Zeitung*» du 31 janvier 2018: «Le jour où je suis devenu Allemand de l'Est».

Dignité humaine au lieu de «Public Relations» et «Change Management»

«La dignité de l'être humain est intangible. Tous les pouvoirs publics ont l'obligation de la respecter et de la protéger.» ... A quel point l'Etat allemand s'est-il déjà éloigné de ces deux phrases fondamentales de la Constitution allemande? Et qu'en est-il des autres Etats de l'OTAN?

«*The Century of the Self*» est un documentaire de la BBC d'environ quatre heures de durée produite en 2002. Le film (<https://www.youtube.com/watch?v=eJ3RzGoQC4s>) montre comment les «élites» des Etats-Unis (et non de ce pays) pensent et agissent envers nous autres citoyens: nous ne sommes en rien raisonnables et empathiques mais pulsionnels et agressifs ... et quand nous sommes nombreux, nous devenons rapidement une «masse» imprévisible et dangereuse ... mais uniquement quand le pilotage et le contrôle d'en haut est absent.

C'est pourquoi les «élites» sont nécessaires. Elles nous mènent déjà depuis environ

un siècle à l'aide de diverses techniques de manipulation («*Public Relations*», «*Change Management*» etc.) précisément là où ces «élites» veulent nous avoir – nous devons croire que nous le désirons nous-mêmes exactement ainsi. Même sur Wikipédia on peut lire: «Le documentaire britannique primé *The Century of the Self* d'*Adam Curtis* soulève la question de savoir quelle influence ont eu les travaux de *Sigmund Freud*, *Anna Freud* et *Edward Bernays* sur la manière de laquelle les entreprises et les gouvernements manipulent, analysent et contrôlent les populations.»

Dans un commentaire concernant la Loi fondamentale allemande, on peut cependant lire: «La dignité de la personne consiste dans le fait que l'homme en tant qu'être spirituel et moral est pourvu de la capacité de se déterminer lui-même en toute liberté et autonomie. La dignité de l'homme est le fondement interne et social à la valorisation et au respect dus à l'être humain par lui-même.»

Si nous prenons cela au sérieux la Bourse sera obsolète, la politique de guerre pourra être surmontée, et toutes les «élites» auront à redescendre sur terre: en tant qu'homme parmi les hommes, «nés libres et égaux en droits et en dignité».

«La guerre et la paix dans les médias»

par Rainer Schopf, Allemagne

Sous ce titre, a eu lieu du 26 au 28 janvier 2018 un congrès sur la guerre et la paix, organisé par l'*International Association of Lawyers against Nuclear Arms* (IALANA). Voici leur devise: la paix par le droit. Cinq autres organisations issues du mouvement allemand pour la paix ont participé à l'organisation de ce colloque.

Avec 350 participants cette réunion est par bonheur surbookée. La plupart des hôtes appartenait à la classe d'âge des plus de 65 ans, donc des amis pacifistes ayant grandi juste après la fin de la Seconde Guerre mondiale. La génération intermédiaire était presque totalement absente. Une bonne centaine des participants représentait la jeune génération âgée de 25 ans. Le plus petit visiteur était un nourrisson qui, à plusieurs reprises, attirera l'attention sur lui à la joie des participants.

On peut donc en conclure que le mouvement de la paix est vivant en Allemagne.

Une grande partie des jeunes gens était membres de l'Eglise des jeunes de Kassel

[*Jugendkulturkirche*], l'endroit où avait lieu le congrès. Au sujet de l'objectif de la réunion, IALANA a écrit: «La critique envers les médias existe depuis belle lurette. Elle s'est cependant massivement intensifiée depuis les récits sur le conflit ukrainien. Notamment dans les médias alternatifs, il y a des analyses de plus en plus intéressantes et profondes. Puis, il y a le théâtre. Le bon théâtre a toujours été engagé politiquement. Cependant *Max Uthoff* et *Claus von Wagner* ont inventé le théâtre pour la paix appelé «Anstalt»; c'est une nouvelle forme de la pédagogie politique. Voilà ce que ce colloque entend présenter au public. Avant tout, nous donnerons la parole à des scientifiques et des journalistes critiques à l'égard des médias.»

Le congrès a entièrement rempli cette ambition. 25 orateurs ont répondu par leurs brèves interventions aux questions suivantes: comment la guerre est-elle présentée dans les médias et pourquoi de cette façon? D'où proviennent les impulsions des informations

médiatiques? Comment faire face à la propagande? A quelles options les utilisateurs des médias peuvent-ils recourir?

Voici encore un bref aperçu des points forts de cette rencontre: par exemple le théâtre «*Die Anstalt*». *Max Uthoff* a répondu en détail aux imbrications des médias allemands avec la politique. Le récit de sa rencontre avec *Argyris Sfountouris* à l'occasion d'une émission sur les atrocités commises par les nazis en Grèce fut saisissant. *Sfountouris* fut le seul survivant de sa famille lors d'un massacre dans un village grec, pour lequel l'Allemagne refuse toujours toute réparation.

Gabriele Krone-Schmalz a analysé la politique de confrontation menée par les médias contre la Russie, en se concentrant sur les événements en Ukraine et en Crimée. *Markus Fiedler*, enseignant à Oldenbourg, a décrit les côtés sinistres de la plateforme *Wikipédia*. Ses films sont visibles sur *KenFM.de*. Dans un de ses films, il analyse la campagne médiatique à laquelle *Daniele Ganser* fut exposé suite à la

publication de son dernier livre «*Les guerres illégales de l'OTAN*» [paru en français aux Editions Demi-Lune, ndt]. *Kurt Gritsch* a analysé le débat biaisé sur la guerre du Kosovo et notamment le rôle condamnable joué par la coalition rose-verte sous Schröder/Fischer. Sans ce soutien décisif, cette guerre n'aurait pas eu lieu. Lors des analyses présentées au cours de cette rencontre, les intervenants ont à plusieurs reprises déploré que les médias ne parlent très souvent plus de «guerres» mais, par euphémisme, d'«interventions humanitaires». Pour terminer, on ne peut manquer de mentionner le chanteur *Konstantin Wecker* qui a conclu ce congrès par un merveilleux concert dédié à la paix, pour laquelle il s'engage activement depuis de longues années.

La première vidéo de cette rencontre est visible sur le site www.ialana.de. D'autres contributions vont suivre. Tous les exposés seront par la suite publiés par IALANA sous forme de livre.

(Traduction *Horizons et débats*)

Les bons offices: un excellent instrument de politique extérieure pour la Suisse

Interview de Toni Frisch* accordée à Ivana Pribakovic (Radio SRF)



Toni Frisch
(photo osce.org)

mw. «Les bons offices de la Suisse reposent sur une longue tradition et jouent un rôle clé dans sa politique de paix. Du fait qu'elle ne soit rattachée à aucune grande puissance et qu'elle ne dispose pas d'agenda caché, la Suisse peut établir des ponts là où d'autres acteurs sont

bloqués.» (Département fédéral des Affaires étrangères DFAE, bons offices)

On ne peut pas mieux expliquer l'obligation humanitaire de la Suisse neutre dans le monde. Le diplomate suisse et vice-président de la Croix-Rouge suisse Toni Frisch révèle dans l'interview accordée à la Radio SRF les multiples possibilités de la Suisse de s'engager dans le cadre des bons offices. Il décrit de manière impressionnante son engagement d'une durée de trois ans en Ukraine en tant que chargé d'affaires de l'OSCE ayant mené fin décembre 2017 à l'échange de 380 prisonniers entre Kiev et l'Ukraine orientale. Fait particulièrement bienfaisant pour tout actuel consommateur des médias: Toni Frisch ne participe pas à l'aveuglement de l'interprétation occidentale, car il affirme clairement: il faut contester le comportement réciproque des acteurs des deux côtés de la ligne de contact, là, je ne fais pas de différence.

Pour les temps à venir, il y a pour Toni Frisch d'autres négociations en attente en vue d'arriver à des solutions constructives dans l'Ukraine. Pour mieux garantir l'approvisionnement de la population et pour résoudre d'autres problèmes quotidiens, il faut notamment aspirer à un cessez-le-feu rapide.

Radio SRF: Comment se sont déroulés les échanges? Qui avait quels prisonniers?

Toni Frisch: Nous avons commencé début mai 2015. Au cours des premiers 15 mois, nous avons échangé environ 160 prisonniers en petits groupes. Mais en même temps nous avons préparé un grand échange dans le but de libérer enfin la plupart des prisonniers. Cet échange a eu lieu le 27 décembre 2017 et s'est

déroulé de manière étonnement simple. Bien sûr qu'il a fallu des travaux logistiques préliminaires, car il fallait rassembler les prisonniers du pays entier. Cela a bien fonctionné. Mais auparavant ce fut un travail difficile et pénible. Tous les 15 jours, nous avons discuté les listes au cours des négociations à Minsk: où se trouve quel prisonnier? Est-il vraiment prisonnier ou est-il porté disparu? Est-il éventuellement mort? Se trouve-t-il vraiment dans la prison supposée? Pour ces clarifications, nous étions un grand groupe, tout un réseau, très engagé.

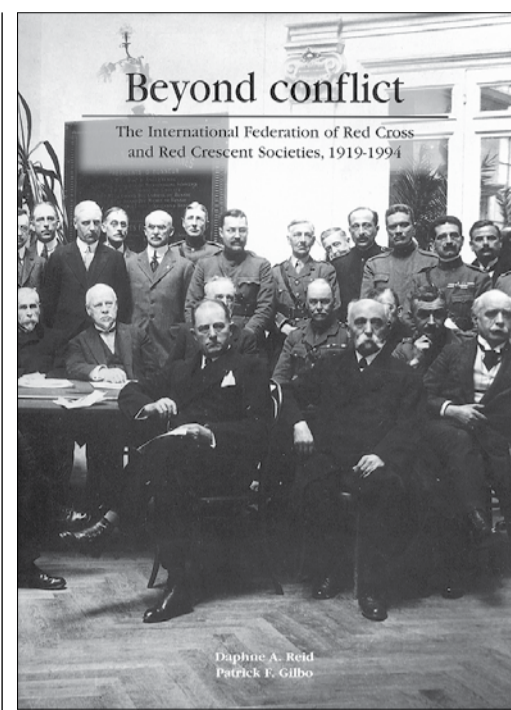
Saviez-vous sous quelles conditions les prisonniers vivaient?

J'ai pu visiter une première fois des prisonniers à l'Est, à Donetsk et Lugansk, en octobre 2016, puis à nouveau en août et octobre 2017. Ainsi, j'ai pu voir que la situation avait un peu changé. J'ai pu me rendre compte des conditions prévalant dans les prisons des deux côtés. J'ai aussi eu plusieurs fois l'occasion de parler, à Donetsk, Lugansk et en Ukraine avec les membres des familles de prisonniers. C'est pourquoi je sais exactement quelles étaient les conditions de vie des prisonniers. On avait toujours l'impression que les prisonniers à l'Est étaient probablement plus mal lotis qu'à l'Ouest: on se dit que l'Ukraine est un Etat de droit, et que de l'autre côté il s'agit des séparatistes ou des terroristes. Mais cela n'est pas correct. Car il faut être conscient du fait que trois

ans auparavant, les deux parties actuelles formaient un seul et unique pays, les prisons étaient soumises aux mêmes lois et à la même organisation. On ne peut donc pas s'attendre à ce que d'un jour à l'autre, les prisons aient des conditions complètement différentes. C'est pourquoi j'ai toujours résumé pour ne pas provoquer: dans l'essentiel les conditions sont similaires des deux côtés. Bien sûr que les conditions sont différentes de celles prévalant en Suisse. Ces gens ont aussi un passé différent, et il faut savoir où ils ont vécu auparavant, par exemple dans une datcha, avec ou sans électricité, avec ou sans eau courante. Ils n'ont donc pas non plus les mêmes exigences que celles que nous pensons devoir remplir.

Les prisonniers ont-ils été déférés devant la justice? Ont-ils été jugés?

C'était très différent. A l'Est, à Donetsk et Lugansk, cela se passait de manière assez simple: les gens faits prisonnier l'arme à la main, donc des soldats, luttant contre leur régime de séparatistes, étaient emprisonnés sans procès. On les a retenus aussi en tant que gage pour négocier la libération de ses propres hommes. En Ukraine, c'est beaucoup plus compliqué. Maintenant encore, certains prisonniers n'ont pas encore été libérés, mais quand même la plupart. Là, certains avaient subi une enquête préliminaire ou une enquête, en partie ils venaient juste d'être condamnés, sans avoir commencé à purger



leur peine. D'autres avaient déjà commencé à purger leur peine ou avait, après deux ou trois ans terminé de la purger. Il y avait donc beaucoup de situations juridiques différentes. Certains étaient condamnés ou accusés de crimes de guerre, mais les preuves n'étaient pas si claires ce que l'autre partie remettait en question. Donc une situation juridique très compliquée. [...]

Vous venez de dire qu'il y a encore davantage de prisonniers. De quels types de personnes s'agit-il et combien sont-ils?

Il s'agit là de personnes, dont on ne sait pas à quelle catégorie elles appartiennent. Ce sont des cas juridiques peu clairs et il faut donc davantage de temps pour clarifier chaque cas particulier. Les moulins tournent parfois très lentement, cela dure un certain temps, mais je pense que nous pourrions faire, pour les 100 à 150 cas restants, un autre tour dans quelques mois. J'espère vivement que tous seront libérés avant la fin de cette année.

Quelles furent les difficultés pour arriver à cette percée?

[...] Je me suis rendu plus de 70 fois à Minsk. Des deux côtés, le ton était souvent agressif et venimeux. Nous étions confrontés à de fortes émotions, de manière qu'on ne pouvait que difficilement arriver à un résultat constructif. J'avais l'impression que les participants ne voulaient pas de solution, qu'ils cherchaient les problèmes. Ils renvoyaient toute la charge à l'autre partie, eux-mêmes étaient alors les victimes. Cela se faisait de la même façon des deux côtés, là, je ne fais pas de différence.

Suite page 4

Situation des droits de l'homme

me. Les organes compétents en Suisse sont au courant des bons offices rendus par la Biélorussie en Ukraine et de la bonne disposition du Kazakhstan à y participer. Pour ces présidents, il en va certainement aussi de pouvoir se mettre en avant, toutefois, il est évident que dans ces pays, on a de bonnes connaissances de la situation et on connaît les deux parties du conflit. Selon nos informations, le nouveau gouvernement autrichien prévoit également de renforcer son engagement, mais risque cependant d'être rappelé à l'ordre par l'UE – et notamment par l'Allemagne. Il est cependant incertain que ces pressions mèneront au résultat espéré, car l'Italie et la Slovaquie, deux autres pays de l'UE, font également preuve de leur intérêt à faire avancer la situation dans le conflit ukrainien. Depuis quelques temps, la Moldavie tente aussi de jouer les médiateurs. Si tous ces pays se prononçaient, cela pourrait réellement faire avancer la situation dans ce conflit. Outre les rapports de l'ONU publiés, Toni Frisch doit mettre le doigt sur la misérable situation humanitaire prévalant des deux côtés de la ligne de contact sans entrer en matière sur la présentation unilatérale prévalant

dans les pays occidentaux. Certes, les activités des autorités russes ne correspondent pas toujours aux normes européennes des droits de l'homme en Russie et en Crimée. Cependant, signalons également la visite de l'ambassadeur suisse Gérard Stoudmann en Crimée au nom du Conseil de l'Europe et sa déclaration dans son rapport mentionnant qu'il ne saurait y être question de violations systématiques des droits de l'homme contre certains groupes de personnes. Cela est également le cas pour les dites Républiques populaires de Louhansk et Donetsk. Toutefois, il y a des raisons de soupçonner les services de renseignement ukrainiens SBU de gérer des prisons secrètes auxquelles le CICR et Toni Frisch n'ont pas accès – probablement tolérée par les Etats-Unis. Il est nécessaire que l'ONU rende attentif à la misérable situation des droits de l'homme en Ukraine et dans les régions rebelles. En Crimée, il y a eu des violations des droits de l'homme, mais jusqu'à présent ce ne sont que des cas isolés. Il n'est pas acceptable que les pays occidentaux ferment leurs yeux face à l'Ukraine bafouant systématiquement les droits de l'homme.

De facto, la Suède est membre de l'OTAN. Qu'en est-il de la Suisse?

Suite à la lecture d'un assez long article paru sur le site *german-foreign-policy.com*, on peut déduire que la Suède est devenue de facto membre de l'OTAN. La Suède participe à de grandes manœuvres avec l'OTAN. Par exemple les manœuvres *Aurora*, qui ont eu lieu en septembre 2017 en Suède avec les troupes de nombreux Etats de l'OTAN, dont par exemple les Etats-Unis, la Norvège, le Danemark et la France. A cette occasion, il y eut des exercices de combats urbains dans un quartier de Stockholm.

La Suisse est également menée par notre établissement politique et militaire de la même manière, par la même voie que la Suède, dans l'OTAN. Depuis 20 ans, nous sommes membre du «Partenariat pour la paix (PPP)» et depuis 2014 également de la «Plate-forme d'interopérabilité de l'OTAN (IP)». Dans le *Rapport sur la politique de sécurité 2016*, il est écrit qu'en cas de guerre, la Suisse se battra avec d'autres forces armées, mais uniquement avec des forces où l'interopérabilité est garantie. En clair cela veut dire que pour une telle «coopération» il n'y a que les membres de l'OTAN qui entrent en ligne de compte. Dans

le cadre de la plate-forme IP, on s'entraîne à l'interopérabilité dans des manœuvres d'état-major et on adapte à l'OTAN de nombreux aspects techniques, mais aussi les grades des sous-officiers.

L'armée suisse est en mission au Kosovo sous commandement de l'OTAN. Les Etats-Unis l'ont séparé de la Serbie par une campagne de bombardement massive, pour pouvoir y édifier et utiliser *Camp Bondsteel*, l'une des plus grandes bases militaires située à l'extérieur des Etats-Unis. Des soldats suisses participent souvent avec des membres de l'OTAN à des manœuvres. Le chef de l'armée suisse vient de rentrer d'une réunion des plus hauts officiers des Etats membres de l'OTAN.

Mais la population ne le remarque pas, car nos grands médias de manipulation ne tolèrent ni une discussion à ce propos ni des informations pertinentes. Ainsi, ni la «*Neue Zürcher Zeitung*» ni la majorité des autres médias n'ont informé sur la grande réunion de l'OTAN du 16/17 février 2016 ayant eu lieu à Zurich sur invitation du Conseil fédéral. Le DDPS a uniquement publié un bref communiqué le jour même. Y ont parti-

cipé une centaine de hauts gradés du commandement de l'OTAN de tous les 28 pays membres ainsi que des membres du PPP et de l'IP, dont la Suisse. Tous les nouveaux membres de l'OTAN ont d'abord été préparés à leur appartenance à l'alliance de guerre dans ces deux organisations.

Avec la bénédiction des parlementaires fédéraux, le Conseil fédéral a démantelé notre armée à l'aide du «Développement de l'armée» (DEVA), qui devrait, selon la Constitution fédérale art. 58, «contribuer à prévenir la guerre». Avec les 6 bataillons de combats restants (et de la chair à canon dans 17 bataillons d'infanterie ne disposant, selon le Conseil fédéral, que d'une «capacité de défense réduite», sans armes antichars, sans moyens de DCA et sans armes lourdes), la Suisse est incapable de garantir – en cas de guerre – l'engagement pris suite à la reconnaissance de sa neutralité dans la *Convention de La Haye* de 1907, d'«empêcher par la force» l'utilisation de notre territoire à toutes les parties à la guerre.

Au cours de la prochaine guerre en Europe les Etats-Unis et l'OTAN ne se gêneront pas

d'utiliser notre espace aérien et notre territoire, ce qui permettra également à la Russie d'intervenir chez nous. Alors nous serons – de manière auto-infligée et sans défense – en guerre. Une telle déflagration est imaginable, parce que les Etats-Unis et l'OTAN ont militairement pris position autour de la Russie, directement le long de sa frontière occidentale et que la Russie a depuis plusieurs années clairement déclaré qu'elle ne pouvait accepter cette menace et qu'elle pourrait le cas échéant intervenir militairement. A cette occasion, l'engagement d'armes nucléaires est également pris en compte. Maintenant la marine américaine construit – par pure provocation – en Ukraine, au bord de la mer Noire, à 300 kilomètres de la Crimée, une nouvelle base maritime. On y trouve déjà un petit aéroport avec une piste d'une longueur de 3000 mètres (!). Nous allons alors apprendre d'une manière douloureuse, ce que la guerre signifie concrètement et à quel point une réelle armée défensive aurait été moins onéreuse.

Gotthard Frick, Bottmingen

(Traduction *Horizons et débats*)

«Les bons offices ...»

suite de la page 3

Vous avez beaucoup d'expérience en tant que négociateur, dans les questions diplomatiques. [...] Que faites-vous dans une situation où le ton monte?

Parfois, je fais tape très fort sur une bouteille, s'il le faut. Je possède également une voix sonore – dans la plupart des cas, j'arrive assez bien à m'imposer. Il m'est déjà arrivé de dire au traducteur: stop, je ne veux pas entendre cela, arrêtez, ne continuez plus de traduire! Parfois, il faut être rigoureux.

A quel point pouvez-vous exercer de la pression en tant que diplomate?

Cela dépend de la quantité de pression que les autres acceptent. Théoriquement aucune, mais il faut essayer de motiver, de convaincre. [...] Ainsi, cela a fonctionné dans certains cas et on est arrivé à une solution. Cependant, trop souvent, tout, vraiment tout est constamment politisé, mêmes les questions techniques les plus neutres, celles qu'on pourrait facilement résoudre lors d'un entretien informel. Tout a été politisé.

Pourriez-vous illustrer cela par un exemple?

Aux passages de l'Ukraine vers Louhansk, par exemple, on se reprochait mutuellement d'être responsables de la fermeture des passages. Il était évident que les deux parties ne voulaient pas s'entendre. Si la volonté politique pour trouver une solution fait défaut, la situation reste bloquée.

Cela se montre également dans d'autres situations. [Par exemple, la tuberculose sévissant en Ukraine orientale fut longtemps dissimulée. Aussitôt que le problème fut mis à l'ordre du jour, la Suisse put fournir d'importants appareils de diagnostic. Ou bien des problèmes environnementaux liés aux sites de décharges dangereuses dans les mines à charbon désaffectées, contenant éventuellement du matériel radioactif, ce que les deux parties niaient.]

Comment faut-il s'imaginer votre travail? Étiez-vous avant tout à Minsk pour les négociations ou bien étiez-vous également au front aussi, sur la «ligne de contact», comme on l'appelle?

Les deux, mais ma mission principale est à Minsk. Là où ont lieu les négociations, tous les problèmes sont déposés sur la table commune du groupe de travail «questions humanitaires» que je coordonne. Cela dit, mon principe a toujours été – déjà du temps de mon travail pour la DDC [Direction du développement et de la coopération] ou en tant que chef du Corps suisse de l'aide humanitaire [CSA] – de me rendre personnellement sur les lieux, où les problèmes étaient les plus importants, les plus difficiles pour évaluer la situation sur place. Je fus le premier de tous à me rendre à l'Est, jusqu'à présent je me suis rendu six fois à Donetsk et à Louhansk, mais également en Ukraine, donc des deux côtés de la ligne de contact. J'y ai mené des entretiens et visité des prisons; j'ai également des hôpitaux, des homes pour enfants et des orphelins pour identifier les plus sérieux problèmes humanitaires.

Et où sont-ils?

D'abord à l'Est, à l'est de la ligne de contact, en principe dans la zone de la ligne de contact, dans une zone de 5 à 10 km. Celle-ci est peuplée de quelques centaines de milliers de personnes très mal desservies à cause de la situation de conflit. L'accès à l'aide humanitaire, au CICR, à l'ONU ou aux actions bilatérales, par exemple de la Suisse n'est guère possible ou alors que brièvement ou que de manière très risquée. Il faut aussi se protéger, car il arrive également que des soignants ou des équipes de remise en état de l'alimentation en eau se fassent tirer dessus. Un autre grand danger est les vastes terrains minés, des deux côtés de la ligne de contact. Et quand celle-ci se déplace, de nouveaux terrains sont minés et plus personne ne sait en détail où se trouvent les mines. Cela va nous causer à l'avenir de gros problèmes, cela prendra des années pour déminer tous ces terrains. Donc, pour répondre à votre question, les plus grands problèmes se situent dans la zone de la ligne de contact ou à l'Est de celle-ci.

En lisant les journaux – ils sont publiés à la gouttière, ces temps-ci – j'ai l'impression que les parties sont très proches l'une de l'autre, qu'il n'a que très peu de mouvement et que rien ne change. Cette impression est-elle justifiée?

Vous parlez de la ligne de contact?

Oui, c'est ça.

Vous avez raison, c'est ainsi. On peut comparer la situation avec le front occidental en France, il y a cent ans, où les Allemands étaient à portée de voix des Français et des Anglais, et ils se tiraient dessus de leurs tranchées respectives. C'est pareil tout le long de la ligne de contact, il s'agit, là aussi, d'une guerre dénuée de tout sens. On continue des tirs d'artillerie ou de blindés ou d'armes légères, mais le front, la ligne de contact, reste pratiquement inchangée.

Malgré ces conditions difficiles et le gros travail que vous aviez à accomplir, vous avez réussi à libérer 380 prisonniers. Comment cela a-t-il été possible?

Ne jamais abandonner, ne jamais démordre, toujours insister à nouveau. En outre, toutes les parties disaient: Nous voulons cet échange; c'est vous qui ne voulez pas! Mais chaque fois que les choses devenaient concrètes, on inventait ou «découvrait» trois nouveaux problèmes. On ne savait souvent pas s'ils existaient vraiment. Concernant les réalités, il faut savoir se montrer généreux. Il faut constamment faire appel à la raison, à l'humanité, aux principes humanitaires, citer les exemples d'autres familles dont les deux parties ont déjà entendu parler. Citer les parents, les frères et sœurs qui nous imploraient de tout faire pour que leurs proches soient remis en liberté. Mais je ne pouvais pas contraindre mes interlocuteurs à participer à l'échange, il s'agissait d'aider à trouver des voies, d'aider à résoudre des problèmes concrets sur le plan technique ou organisationnel, d'analyser, d'expliquer et de finalement créer les conditions permettant aux deux parties de dire: Maintenant, nous sommes d'accord. Et après, il fallait la volonté politique, en partie en faisant pression de l'extérieur, de la part de l'Allemagne et de la France en tant que membres du groupe de contact, pour que finalement Porochenko et Poutine, à l'échelon suprême, se déclarent prêts à accepter cet échange.

Et au sujet de la liste que nous avions dressée, dans un travail méticuleux pendant des mois, Poutine a dit: D'accord, maintenant nous acceptons cet échange, on le fait avant la fin de 2017. C'est cela qu'il faut: la volonté politique au niveau suprême.

Egon Bahr, le compagnon politique défunt de Willy Brandt, a déclaré dans l'émission «Tagesgespräch» de la Radio SRF que le succès des négociations dépendait finalement très concrètement des personnes assises à la table, le contact direct, la «chimie», la confiance que son vis-à-vis tiendra parole. Le ressentez-vous également ainsi?

Oui, en principe c'est certainement vrai. Mais il faut également savoir manier l'éventualité que tous ne tiennent pas toujours leur parole ou qu'ils n'ont pas la même manière de voir la réalité que moi. Il se peut que ce soit la méfiance qui prédomine et pas la confiance. Je constate très peu de confiance: Souvent, je décris cela en disant que c'est moins un processus de paix qu'un processus de discorde. Mais il ne faut jamais lâcher prise, il faut ignorer cela, il faut renoncer à réagir, quand les deux parties tentent de m'instrumentaliser. Certains aimeraient bien pouvoir me reprocher de ne pas être entièrement neutre. Mais là, je suis assez solide, car si quelqu'un pouvait me reprocher cela, je devrais probablement terminer mon mandat. Jusqu'à présent, cela n'a pas été le cas.

Concernant ces prisonniers, il en va de personnes, pas seulement de soldats, il faut également penser à leurs proches. Quand vous dites avoir visité les hôpitaux pour définir les plus gros problèmes humanitaires: deviez-vous à tout moment rester objectif et écarter toute émotion?

C'est vrai qu'il ne faut pas négliger le plan émotionnel. Quant à moi, tout cela ne me laisse pas indifférent. Cela me touche beaucoup, et me donne de la nouvelle énergie. Quand je suis confronté à un problème, tout en moi se concentre pour trouver une solution, c'est plus fort que moi. Je ne puis faire autrement. Mais il faut tout de même essayer de ne pas s'y laisser entraîner trop fortement sur le plan émotionnel. Dans de telles situations, il ne faut pas des «bonnes âmes», il faut agir de manière sobre, pragmatique et ciblée pour résoudre un problème, pas par pas. Parfois, il faut cent pas, trois en avant et deux en arrière, ou deux en avant et trois en arrière. Ne jamais démordre; finalement, on obtient un résultat, comme ce fut le cas avec les prisonniers. Concernant les passages de la ligne de contact, nous avons également pu améliorer la situation, en augmentant le personnel lors des contrôles, et j'ai pu m'imposer pour augmenter le poids des transports de 50 à 150 kilos par personne quand des habitants se rendent à l'Ouest pour se procurer du matériel ou des denrées alimentaires. Il faut persévérer, c'est évident.

Vous avez donc résolu un problème. Quel sera le prochain?

Je serais heureux, si tous les prisonniers pouvaient être libérés au cours de cette année. Puis, il y a un grand nombre de personnes disparues – c'est une lourde charge politique et également humaine pour les familles. Il s'agit absolument d'avancer dans ce domaine. Nous nous en occupons depuis deux années, avec quelques petits succès. Mais ce domaine-ci est aussi fortement politisé.

Les disparus, sont-ils des prisonniers ou des gens décédés?

Il s'agit de personnes très probablement mortes. Il se peut que certaines soient parties à l'étranger, cela reste partiellement inconnu,

même des familles, ou alors, elles gardent le silence. La réalité est qu'il faut compter avec environ 2000 morts, dont on ne sait pas encore s'ils se trouvent dans des fosses communes ou dans une tombe individuelle. Nous sommes en connaissance d'un grand nombre de cas pouvant être identifiés. On s'en occupe en collaboration avec le CICR et les deux parties. Mais il faut procéder de manière plutôt informelle, on ne veut pas le divulguer aux quatre vents.

Est-ce possible pour vous, dans le cercle restreint auquel vous avez accès, d'assouplir les fronts, de continuer le processus sur le plan politique?

Nous nous occupons avant tout de questions opérationnelles et techniques. Mais le tout est hautement politique. Cela est illustré par le fait que Poutine et Porochenko ont dû approuver la liste des échanges. Cependant, j'espère et je m'attends à ce que dans d'autres domaines politiques, économiques ou sécuritaires, certains progrès pourront se réaliser, car suite aux négociations des derniers mois, on a pu créer une certaine confiance. Je l'espère moi-même et probablement aussi les deux parties et quatre négociateurs: les Russes, les Ukrainiens, les Allemands et les Français.

Disposez-vous d'indices concrets?

Cela relève plutôt du domaine du flair. L'espérance est là. [...] Nous allons certainement entamer ces problèmes avec davantage d'énergie en essayant de faire des progrès dans tous les domaines.

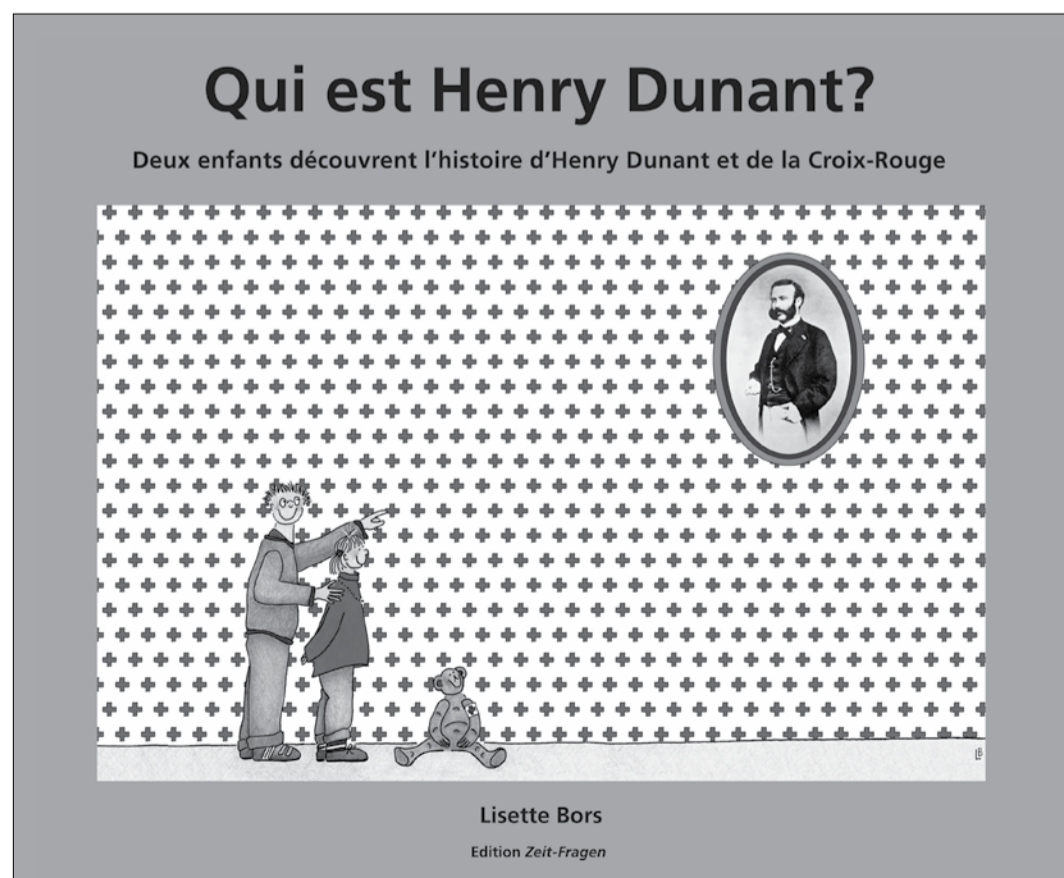
Étant donné que vous travaillez pour l'OSCE, vous ne pouvez probablement pas donner des prises de position politiques. Je vous pose donc la question de manière plus générale: si d'un côté, les Russes aident les séparatistes et, de l'autre, les États-Unis l'Ukraine – quelle est la probabilité que la guerre se termine dans, disons, deux ans?

Différents aspects doivent être pris en compte. D'abord, il y a la situation globale internationale: que se passe-t-il en Syrie, en Corée du Nord, en Iran ou, généralement, au Proche-Orient. Partout, il y a des intérêts politiques en jeu. On peu s'imaginer des évolutions pouvant mener à une amélioration dans le conflit en Ukraine – ou alors à un durcissement. Les deux sont possibles. Puis, il faut prendre en compte la durée d'autres conflits similaires. [...] Toutefois, il faut tenter d'aboutir concrètement à des solutions constructives en Ukraine, tout en restant conscient que de tels conflits peuvent durer longtemps. Une paix rapide, quasiment magique, est peu réaliste. L'Abkhazie, l'Ossétie du Sud, le Haut-Karabagh – ce sont des conflits durant depuis 20 ans et on n'est en partie pas plus avancé que nous le sommes en Ukraine. Nous avons déjà atteint certaines étapes, mais je ne m'attends pas à une paix rapide. Arriver à un cessez-le-feu en Ukraine serait déjà magnifique. On pourrait alors résoudre la plupart des problèmes: l'approvisionnement des plus nécessaires dans la zone de la ligne de contact ainsi que les problèmes quotidiens et les questions environnementales. Mais d'abord, il faut un cessez-le-feu.

Source: «Toni Frisch und seine Arbeit in der Ostukraine». Radio SRF 4 News. Tagesgespräch du 8/1/18. (Texte légèrement raccourci)
(Traduction Horizons et débats)

mw. Les interventions de médiation entre des parties en conflits sont beaucoup plus adaptées à la neutralité de la Suisse qu'un empiètement servile à participer aux alliances militaires bellicistes. Dans le contexte des bons offices, le récent communiqué de presse du Conseil fédéral est comme un coup de poing au visage: «Le chef de l'Armée, le commandant de corps Philippe Rebord, participera à la réunion des chefs d'état-major de la défense des pays de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) à Bruxelles les 15 et 16 janvier 2018.» (Berne, le 15/1/18).

Il est grand temps que la Suisse quitte la subdivision de l'alliance de guerre dite «Partenariat pour la paix (PPP)» et engage les fonds libérés pour la reconstruction de notre Défense nationale. En outre, il y a suffisamment de travail pour la Suisse, dans les domaines des bons offices, de l'aide aux catastrophes, de l'aide humanitaire ainsi que du développement et de la coopération. •



Raisons pour lesquelles l'accord-cadre ne peut fonctionner

La Suisse est différente

par Robert Seidel

Le Conseil fédéral dans sa composition actuelle, désire conclure avant la fin de 2018 un «accord-cadre» – rebaptisé «accord d'accès au marché» – avec les dirigeants de l'UE. Malgré la turbulente fin de l'année 2017, il semble que rien n'ait changé. Cependant, on se souvient de la visite du président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker, de l'attribution précipitée par le gouvernement suisse de 1,3 milliards d'euros pour la cohésion au sein de l'UE, de l'inattendue limitation temporelle par l'UE de l'accès pour la bourse suisse au marché européen et de l'annonce du nouveau chef du Département fédéral des Affaires étrangères Ignazio Cassis de «réinitialiser» les négociations. Est-ce vrai que rien n'a changé? Le gouvernement est-il prêt à se soumettre à l'UE avec un accord-cadre? Actuellement, il aimerait inclure dans ses réflexions les positions de diverses «branches» suisses. On aimerait bien savoir pourquoi des «branches», lesquelles et pourquoi justement les unes et pas les autres. Ces travaux doivent être coordonnés par le nouveau directeur de la Direction pour les Affaires européennes (DAE) Roberto Balzaretto, un europhile connu. En tant que secrétaire d'Etat, il est chargé de la coordination de toutes les négociations avec l'UE. On est en droit de se demander pourquoi le Conseil fédéral continue de louvoyer et d'essayer de marquer des points à Bruxelles?

Soyons honnêtes, depuis quelques temps déjà, l'UE développe et renforce ses forces militaires qu'elle veut pouvoir engager dans le monde entier, et également pour des missions à «l'intérieur de son territoire». Il semble bien que pour le «pouvoir pacifique de l'UE» 70 ans de paix suffisent. Moins connu, mais plus effrayant encore est le fait que – malgré la Charte européenne des droits de l'homme (CEDH) – la peine capitale est de nouveau possible dans les Etats membres de l'UE depuis 2008;¹ et cela malgré des protestations constantes. Les Etats de l'UE continuent de souffrir sous des problèmes durables non résolus tels le chômage, les Working poor, l'immigration non réglée, l'endettement et le bradage des services publics. C'est ainsi que se présente à première vue et de l'extérieur le partenaire contractuel pour un accord-cadre.

Décider soi-même de la charge fiscale

Il y a également de grandes différences entre la Suisse et l'UE, vu de l'intérieur: les citoyens des pays de l'UE, n'ont que très rarement la possibilité de s'exprimer par vote sur des sujets concernant des questions pratiques et jamais sur la hauteur des charges fiscales. C'est toujours au gouvernement de décider. En Suisse, les citoyens peuvent s'exprimer sur les charges fiscales tant au niveau de la commune que du canton ou même de la Confédération. Ils peuvent également s'exprimer par exemple sur la construction d'un nouvel établissement scolaire, au sujet du financement des redevances pour la radio et la télévision, ou encore, sur l'achat de nouveaux avions de combats. En Union européenne, de telles décisions sont toutes prises par des politiciens professionnels et jamais par les citoyennes et citoyens. Des politiciens tels Donald Tusk, Jean-Claude Juncker, Emanuel Macron, Sebastian Kurz, Silvio Berlusconi, Andrea Nahles ou Mariano Rajoy sont les décideurs.

Ce sont souvent des politiciens qui sont recyclés d'un poste politique à un autre – comme par exemple Jean-Claude Juncker, qui est passé du poste de Premier ministre luxembourgeois à celui du président de la Commission européenne ou de manière tout aussi antidémocratique José Manuel Barroso ou Roman Prodi. Actuellement, il y a juste Martin Schulz qui a eu la malchance au sein de son propre parti de ne pas pouvoir changer du poste de président du Parlement européen à celui de membre du nouveau gouvernement allemand. Ce sont des politiciens professionnels issus de leur propre «classe politique». Ils ne dépendent d'aucune élection populaire. On les retrouve à plusieurs reprises dans différentes positions de pouvoir influentes.

UE – gouverner sans le peuple

Si une chancelière allemande, telle Angela Merkel en 2015, décide d'ouvrir les frontières du pays et ainsi les frontières européennes, c'est tout simple, indépendamment de toute disposition légale. L'UE a beaucoup de propriétés, mais elle n'est définitivement pas démocratique. Car tout le monde n'a pas le droit de jouer à la Merkel. Par exemple, si Viktor Orbán ou Beata Szydło, membres des Etats du groupe Visegrad émettent des désirs, leurs pays peuvent facilement se retrouver inculpés devant la Cour de justice, chargés d'infraction à «l'esprit de l'UE».

Par qui les juges de l'UE sont nommés et avec quelle justification, cela reste empreint de mystères – mais ils ne sont certainement pas nommés par le peuple. Il n'est pas moins mystérieux de chercher pourquoi un juge finlandais doit porter un jugement sur la pizza cuite au four en pierre en Italie, ou s'exprimer sur le droit suédois concernant les mines de fer.

Avec un accord-cadre, pardon, un «accord d'accès au marché», les Suisses devraient eux aussi appliquer les dispositions juridiques de l'UE sans broncher. Le référendum ou l'initiative populaire n'y changeraient plus rien. Tout sera réglé et imposé jusque dans les moindres détails, même la courbure de la banane, bien que cet exemple soit banal. Mais quand il s'agit de questions fiscales, de règles financières ou de régulations concernant les domaines de la construction ou des denrées alimentaires (par exemple les produits OGM) alors cela se corse. Les dispositions seront incisives et si nous voulons les contester, un «juge étranger» aura le dernier mot. Peut-être un Portugais ou une Lituanienne. Il se pourrait même que le Conseil fédéral nous présente, comme le grand succès de ses négociations, le fait qu'un Suisse sera assis à la table lors de la proclamation du verdict...

Pourquoi pas un accord de libre-échange solide?

A qui cette soumission à l'UE apporte-t-elle tant d'avantages, pour vouloir depuis des décennies par tous les moyens forcer l'entrée? Même l'affirmation que tout est mieux avec les accords bilatéraux que sans ces accords n'est pas prouvée. C'est une simple assertion. Il est naturel que les défenseurs mettent en exergue des avantages prétendus. Mais, soyons honnêtes, avec quelques accords de libre-échange bien négociés, on serait mieux loti. Avec le temps, il s'est avéré que les Bilatéraux avec leur clause guillotine sont une

réelle charge pour notre pays. Et le fait qu'on n'ait toujours pas trouvé de nouvelle solution adaptée et flexible est probablement plutôt dû à la conduite des négociations de la part d'un Conseil fédéral majoritairement europhile qu'à l'UE elle-même – cela n'améliore cependant pas notre situation.

Pourquoi ne pas remettre à jour les contrats entre l'UE et l'AELE? Cela pourrait se faire sans contrainte et sur mesure pour chacun des nombreux partenaires.

Qu'avons-nous que les autres n'ont pas?

Retenons donc ce qui caractérise une partie de notre vie politique en Suisse:

- Nous pouvons voter sur des questions de fond très différentes au niveau communal, cantonal et fédéral. Aucun autre pays l'Union européenne n'offre cette possibilité à ses citoyens!
- Nous pouvons initier nous-mêmes des décisions politiques par le biais du droit aux initiatives et aux référendums populaires pour influencer à tous les niveaux sur la politique dans le pays. De nombreux citoyens des pays de l'UE en rêvent.
- Nous décidons sur des dépenses financières importantes (par exemple le tunnel de base du St-Gothard), des changements législatifs (par exemple la réforme des rentes) ou de changements dans le domaine de la fiscalité. Beaucoup de citoyens des pays de l'UE aimeraient bien pouvoir faire de même.
- Chez nous, les politiciens sont davantage liés à leurs électeurs. S'ils veulent continuer leur engagement politique, ils doivent rester crédibles et honnêtes aux yeux des citoyens pour être réélus par les électeurs lors des prochaines élections.

Nous sommes naturellement conscients des nombreuses petites insuffisances existant aussi dans notre système de démocratie directe. Mais la seule comparaison entre le tunnel de base du St-Gothard et l'aéroport Berlin-Brandebourg en dit long quant à la participation démocratique des citoyens, concernant l'importance des dépassements des coûts et du calendrier, concernant aussi la qualité et la satisfaction de la population. Nos processus de décision sont souvent plus longs, mais le consensus est plus large, et ainsi également la satisfaction générale.

Le rôle des hauts fonctionnaires

Malheureusement, nous constatons également que certaines parties des administrations, sous la direction de leurs hauts fonctionnaires, commencent à mener une existence autonome incontrôlée et à initier des changements pas toujours négociés et voulus par la population (par exemple le système de Bologne ou le PPP [Partenariat pour la paix de l'OTAN]). Nous faisons de notre mieux pour leur rappeler leurs devoirs.

Certains veulent profiter davantage de l'UE

Comme dans tout autre pays, il y a chez nous des groupes de personnes cherchant leurs propres avantages économiques aux dépens des droits et de l'indépendance de leurs concitoyens. Certains prétendent qu'ils renoncent à «contrecœur» à faire de bonnes affaires avec leurs partenaires en UE – et donc à une partie de leurs droits (et en même temps des droits de

leurs concitoyens) – pour préserver des postes de travail et le bien-être du pays. (En y regardant de plus près, les raisons ne sont souvent pas si altruistes que cela.) D'autres gagnent leur vie avec une entreprise multinationale ou en travaillant dans une telle entreprise. Ils nous recommandent, d'abandonner certains droits pour ne pas trop diminuer la part de la Suisse au marché européen. En contrepartie, nous pourrions continuer à chanter le yodle et à faire nos courses à prix cassés dans les supermarchés des pays de l'UE limitrophes... – mais, en prenant en compte l'essentiel, on nous dit qu'il faut bien «comprendre» la situation et laisser les «spécialistes» de Strasbourg prendre les décisions définitives...

Pourquoi n'y a-t-il pas de large débat contradictoire?

Le large débat contradictoire est absent. Au lieu d'avoir 200 journaux (1980), nous n'avons plus que quelques grandes maisons d'édition et un certain nombre de chaînes de télévision et d'émetteurs de radio, tous europhiles. Est-ce cela, une plateforme neutre pour de sérieux et honnêtes débats aidant à former librement l'opinion personnelle de chacun? De plus en plus de citoyens ont l'impression qu'on les abreuve de manipulations préparées avec beaucoup de soin par des bureaux de communication, des «spin doctors», des campagnes de désinformation et des demi-vérités.

Adhésion à l'UE directe ou «par la bande»?

Les deux parties – l'UE à Bruxelles et les profiteurs du côté suisse – planifient depuis plus de deux décennies l'adhésion de la Suisse à l'UE, peu importe que ce soit une adhésion directe ou «par la bande». On prépare mentalement les citoyens en vue de ce «changement». Le pouvoir et l'argent en sont la force motrice. Nombreux sont ceux désirant un échange économique sans frontières et sans ambages, et la possibilité de gouverner sans contradiction de haut en bas, donc sans devoir prendre en compte la participation gênante des personnes concernées. En contrepartie, on offre un peu de folklore et de «Swissness» pour tous...

La démocratie directe, un produit d'exportation phare, plutôt que l'absolutisme bruxellois

La direction prise est fautive. Les déclarations du Conseil fédéral sonnent creuses, les médias nous les ressassent ou alors ils leur préparent le terrain. Nos voisins en Allemagne, en France et en Italie aimeraient bien pouvoir, au moins un tout petit peu, participer aux décisions politiques au lieu de subir de plein fouet les diktats de Berlin, Paris ou Rome. Les Autrichiens auraient également bien aimé avoir voix au chapitre dans les questions concernant directement leur vie. Tout récemment, ils se sont à nouveau fait avoir: au lieu de la «démocratie directe selon le modèle suisse» promise, on les soumet à la gouvernance monarchique sous l'égide d'un président vert. Avec notre modèle, la Grèce aurait depuis belle lurette terminé la sournoise catastrophe sociale due à l'austérité budgétaire imposée par l'UE pour «sauver les banques», et aurait à nouveau trouvé l'argent nécessaire pour financer les médicaments, les médecins, les hôpitaux et les rentes.

La démocratie directe est un produit d'exportation phare, le despotisme à la bruxelloise est un modèle suranné des temps du despotisme éclairé. Chez nous, presque tout le monde le sait. Mais cette appréciation est-elle déjà connue au sein du Conseil fédéral?

(Traduction Horizons et débats)

¹ Sur la base de l'article 6 du Contrat de Lisbonne, la charte des droits fondamentaux de l'UE est entrée en vigueur. Sous article 2 de cette charte des droits fondamentaux de l'UE il est retenu sous (2): «Nul ne peut être condamné à la peine suprême ou exécuté. Mais les notes explicatives sont également en vigueur.» Dans ces notes explicatives ad article 2 il est retenu: «L'homicide n'est pas considéré comme infraction à cet article s'il est nécessaire de supprimer une émeute ou une insurrection de juste droit.» La deuxième exception: la peine capitale peut être imposée «pour des actions en temps de guerre ou de guerre imminente.»



Différentes affiches. En Suisse, les citoyens ont la possibilité de s'exprimer directement sur la politique au niveau communal, cantonal et fédéral. Une personne seule, des groupes, des partis ou d'autres organisations s'engagent dans les différentes votations.

Le scandale du diesel VW: guerre économique ou escroquerie?

par Ernst Pauli, ingénieur diplômé

L'auteur de ces lignes a passé 20 ans de sa vie professionnelle à travailler dans le domaine des émissions des véhicules à moteur et lorsque sont apparus les premiers rapports sur le sujet, il a pensé de bonne foi qu'il ne s'agissait là que de fausses accusations et en dernier lieu, d'une guerre économique menée contre l'industrie automobile allemande. Il se sentait conforté dans cette opinion par l'idée qu'il était «normal» que, sur le parcours routier habituel de véhicules dotés de moteurs puissants, les émissions de NO_x soient, pour des raisons physico-techniques, en quantités plus élevées que celles relevées lors du test d'émissions, ce sur quoi s'accordent tous les experts. Il était également clair pour n'importe quel profane que lors d'une forte accélération le moteur d'un véhicule fasse «naturellement» et de façon caractéristique, plus de bruit. Cependant d'autres investigations tendaient de plus en plus à démontrer qu'une manipulation – pour ne pas dire une supercherie, ou tout au moins une démarche contraire à l'éthique de la part des ingénieurs et des dirigeants, y était également pour quelque chose.

Le déclenchement du scandale

Le tout premier rapport, celui qui a provoqué le «Dieselgate», le scandale du diesel VW, publié en mai 2014,¹ était à l'initiative de l'ICCT (*International Council on Clean Transportation*), une organisation fondée 10 ans plus tôt à titre de réseau informel par des experts du domaine des émissions polluantes automobiles. Plus tard, celle-ci fut transformée en organisme de recherche indépendante à but non-lucratif, avec pour objectif le conseil et le soutien aux politiciens et aux législateurs en matière de pollution de l'environnement et d'émissions polluantes de la circulation automobile. Bien qu'essentiellement soutenu par des fondations américaines pesant des milliards, comme par exemple la *Fondation Hewlett*, la *Fondation Packard*, la *Rockefeller-Brothers-Fund* et en Europe la *Fondation Mercator*, les projets extra-américains sont principalement encouragés dans les pays en voie de développement et les pays nouvellement industrialisés comme la Chine et l'Inde. Aux Etats-Unis, il y a déjà longtemps que l'ICCT, tout comme les services publics et les instituts de recherche scientifique européens, se préoccupe de comparer les résultats officiels des tests d'homologation des véhicules relatifs à la consommation de carburant et les émissions de CO₂, en condition de fonctionnement réel de véhicules circulant sur les autoroutes et les routes secondaires, et d'en mesurer les effets en situation réelle. Dernièrement, il est devenu possible d'en faire autant pour l'émission de substances nocives telles les hydrocarbures, les particules fines et l'oxyde d'azote après la miniaturisation des appareils correspondants au point qu'il soit devenu possible d'effectuer les relevés des émissions des gaz d'échappement dans la rue à partir du coffre d'une voiture. Pour le compte de l'ICCT, l'Université de Virginie-Occidentale a effectué des mesures dans la rue et les a comparé avec les limites officiellement prescrites. Le résultat, publié le 15 mai 2014, a été transmis à l'EPA (*Environmental Protection Agency* = Agence américaine de protection de l'environnement) et au CARB. Il s'agissait de mesures d'émissions polluantes effectuées dans la circulation urbaine, sur des autoroutes et sur des routes de montagne, pour trois véhicules diesel, dont deux de marque VW et un de marque BMW. Les tests mettaient essentiellement en évidence, pour les véhicules VW, des émissions de NO_x dont les niveaux étaient plusieurs fois plus élevés à ceux des mesures des tests officiels.

Cela éveilla la méfiance des autorités et VW, questionné sur les raisons du niveau élevé de ces émissions, s'est montré à l'évidence peu coopératif lors des discussions annexes avec les services publics et a cherché par tous les moyens, même par des mensonges flagrants et de fausses informations, à cacher les véritables raisons de ces considérables émissions de NO_x.

En décembre 2014, VW a même «volontairement» procédé – et cela, bien plus dans un but de camouflage que de clarification – au rappel de 500 000 véhicules aux Etats-

Encore une tentative de nuire à VW?

ep. Au cours des dernières semaines de janvier, il y eut encore une massive campagne de presse contre VW. Elle repose sur un article du «New York Times» concernant des tests de VW et d'autres entreprises automobiles, dans lesquels des singes furent exposés à des gaz d'échappement de moteur diesel. Ces expérimentations furent réalisées en 2014; donc très probablement planifiées avant le scandale diesel. On ne sait rien des procédures utilisées effectives, des cycles de conduite et des concentrations, c'est-à-dire des facteurs de dilution utilisés dans ces essais. Aucun rapport n'a été publié.

Dans cette même campagne, on parle aussi de mesures faites sur des volontaires en bonne santé, exposés à diverses concentrations de dioxyde d'azote dans l'air, au centre médical de l'Université technique RWTH Aachen. Cette étude fut planifiée en 2012 et réalisée en 2013 et 2014, donc sans doute avant la détection du scandale diesel.

Dans les deux cas, l'indignation morale est immense: dans tous les journaux, auprès de la Chancellerie fédérale allemande et même chez les représentants des clients dans la direction de VW, ont affirmé son indignation concernant cette procédure. Concernant les expérimentations avec des êtres humains, il existe un rapport détaillé.

Unis, ce qui (selon VW), devait résoudre le problème mais n'arrangea toutefois pas vraiment les choses, comme les services publics durent le prouver aux représentants de VW. La source des problèmes, dissimulée par VW, n'était pas éliminée. Le directeur de VW de l'époque fut par la suite condamné aux Etats-Unis à 7 ans d'emprisonnement dans cette affaire.² Vraisemblablement, on croyait qu'à la longue on pourrait laisser les autorités dans l'ignorance concernant les vraies raisons de l'augmentation des émissions polluantes.

Finalement, les agences spécialisées s'appliquant dans leur recherche de la vérité à des enquêtes et des mesures répétées et toujours plus complètes, ont soupçonné que seules des mesures d'optimisation du réglage des moteurs spécifiquement pour les tests pouvaient garantir les émissions les plus basses. On réalisait alors que les émissions augmentaient fortement et de façon inexplicable aussitôt qu'on les soumettait à des changements quasiment insignifiants des conditions de test tels une variation de la température ambiante ou de minimes modifications du cycle de conduite prescrit et lors de tests sur route. Ce comportement éveilla le soupçon auprès des autorités qu'une commande spécifique du moteur – désignée aux Etats-Unis sous l'appellation «defeat device» (Dispositif d'invalidation) – désactivait les mesures prises pour la réduction des émissions en dehors des conditions de test ou en réduisait les effets. Les discussions techniques destinées à clarifier les raisons de ces résultats inattendus se prolongèrent près de 18 mois sans résultats, jusqu'à l'automne 2015. Ce n'est que lorsque les autorités américaines de protection de l'environnement menacèrent de ne plus autoriser la vente de nouveaux modèles VW pour 2016, que VW reconnut l'impensable, c'est-à-dire que les réglages de moteur avaient été optimisés par des moyens frauduleux pour le test d'émissions polluantes et qu'un dispositif d'invalidation avait été installé, ce qui provoquait au bout du compte, par rapport aux résultats des tests, des émissions de NO_x en réalité bien plus importantes lors de l'utilisation normale des véhicules sur route. L'objectif de la législation sur les gaz d'échappement, le *Clean Air Act* aux Etats-Unis, était ainsi invalidé. Après d'autres examens et discussions, l'EPA, l'Agence américaine de protection de l'environnement, a, dans une lettre du 18/9/15 adressée à VW et Audi, formellement dénoncé la violation du *Clean Air Act* par la manipulation ciblée des tests d'émissions polluantes de leurs véhicules à l'aide d'un «dispositif d'in-

validation» et en utilisant un logiciel apte à détecter le roulage sur banc de test lorsque le véhicule est soumis à un test officiel d'évaluation d'émissions. Finalement, les choses suivirent leur cours, également en Europe.

Un détail qu'il vaut la peine de mentionner est le fait que – dans l'excitation générale – il ne s'agissait à Aachen pas de gaz d'échappement de moteur diesel, mais d'un simple mélange de dioxyde d'azote dans de l'air. Là aussi, la force de la campagne de presse ne correspond en rien à ce qui s'est passé en réalité. Les expérimentations sur des animaux et des personnes, sont strictement contrôlées, font partie des pratiques de recherche habituelles. N'est-ce pas un sérieux indice pour une guerre économique arrangée, si les tests sur les singes, dont aucun détail n'est connu, et les essais sur des personnes, peu problématiques, sont à ce point exagérés?

Le «scandale» a de longs antécédents

Depuis qu'il existe des réglementations sur la limitation des émissions de gaz d'échappement, il y a eu des problèmes autour de l'interprétation de la législation sur les gaz d'échappement, ainsi que des reproches de manipulation. En 1973 déjà, des pénalités furent appliquées à ce propos pour la première fois. Les allégations administratives, concernant le contournement illégal de la loi aboutirent souvent au paiement de pénalités et à la demande de mesures correctives à la charge des fabricants automobiles. Dans une réglementation, il est difficile de faire une description claire des contextes techniques et physiques et des problèmes qu'ils entraînent. Le conflit est presque inévitable.

Un exemple classique est la discussion ayant eu lieu en 1995 au sujet d'un climatiseur dans les véhicules *General Motors*, déclenché pendant les tests d'émissions, mais causant des émissions élevées dès qu'enclenché dans les conditions normales de trafic routier. GM n'en avait pas fait mention et fut alors mis à l'amende. D'un montant de 44 millions de dollars, celle-ci était relativement modérée, tout comme dans de nombreux autres cas de fabricants européens ou américains.

En dehors des tests officiels, la législation antipollution ne fonctionne jusqu'à présent que dans des conditions de circulation routière normale et ouvre un large espace d'interprétation. Si on parle aujourd'hui dans la presse de «dispositif d'invalidation», la transition vers les ajustements technologiques nécessaires à l'état de fonctionnement est plutôt fluide. Les interprétations dans cette «zone grise» sont partiellement à la frontière du justifiable, il existe aussi bien entendu des manipulations grossières. Il est surprenant et caractéristique pour une problématique aussi complexe, que la preuve détaillée de la manipulation de VW par le biais de quelques lignes dans la programmation de la gestion du moteur ait d'abord été présentée lors d'une conférence au Chaos Computer Club à Hambourg.³ Le «programmeur» qui exposa la preuve à partir du logiciel de son véhicule privé, notamment en «piratant» le logiciel de ce même véhicule, a fait un travail tout à fait compréhensible et a également témoigné plus tard devant le comité d'enquête du Bundestag allemand. C'est finalement grâce à son

analyse qu'il a été confirmé que VW – sous prétexte d'atténuer les émissions sonores du diesel au démarrage à froid – a installé la «fonction d'acoustique» comme dispositif d'invalidation. Dès que la température environnante dévie des 20–30°C prescrits pour le test, les dispositifs permettant de diminuer les émissions sont coupés ou réduits, soi-disant pour éviter l'augmentation du bruit de roulement du moteur à froid. Il est évident également pour le profane que les températures annuelles moyennes sous nos latitudes d'environ 10°C n'atteignent pas si souvent les 20–30°C. Donc, les dispositifs pour la réduction d'émissions polluantes restent, la plupart du temps, éteints ou travaillent au ralenti. L'avantage ainsi obtenu est parfaitement banal. Le réservoir d'appoint supplémentaire qui contient les substances chimiques nécessaires dans le véhicule pour décomposer l'oxyde d'azote dans le gaz d'échappement, aurait dû, dans le cadre d'une utilisation correcte, être rempli plus souvent que dans les intervalles normaux d'inspection. On n'a pas voulu imposer cette perte de confort aux clients, croyant perdre ainsi des occasions de vente et des parts de marché.

Guerre économique?

Le fait que VW se retrouve maintenant au centre de l'attention et soit attaqué de toutes parts alors même que d'autres entreprises interprètent la législation sur les gaz d'échappement de manière tout aussi douteuse, doit être considéré en relation avec la politique de groupe menée par VW. L'objectif de Volkswagen était d'atteindre un volume annuel de plus de 10 millions de véhicules, devenant ainsi numéro 1 sur le marché automobile. Pour atteindre cet objectif, il fallait booster la vente des véhicules diesel aux Etats-Unis en utilisant l'argument écologique et celui d'une très faible consommation.⁴ Ce procédé a probablement éveillé de la résistance. Quand il a été révélé, au travers des actions décrites ci-dessus et menées par des écologistes, qu'au moins l'un des puissants arguments de vente, celui des faibles émissions polluantes, était inexact, le scandale a été à son comble et la campagne anti-moteur diesel s'est enflammée aux Etats-Unis et en Europe. Toutefois, si l'on considère que le parc automobile aux Etats-Unis ne comporte qu'une très faible part de véhicules diesel, et que les véhicules concernés ici ne constituent que 0,2% de ce même parc automobile, le «scandale», tel qu'on peut maintenant le trouver dans tous les journaux, n'apparaît pas vraiment approprié.

Il faut aussi comparer ce scandale du diesel et les pénalités financières qu'il a entraînées avec d'autres scandales aux Etats-Unis: dans les années 70, la *Ford Pinto* produite par Ford avait été conçue de telle façon que le réservoir pouvait prendre feu lors de petits carambolages. Cela entraîna des décès. Il y eut plus de 100 morts. Ford avait établi un décompte épouvantablement macabre selon lequel il lui

Suite page 7

Horizons et débats

Bimensuel favorisant la pensée indépendante,

l'éthique et la responsabilité

Pour le respect et la promotion du droit international,
du droit humanitaire et des droits humains

Editeur

Coopérative Zeit-Fragen

Rédacteur en chef

Jean-Paul Vuilleumier

Rédaction et administration

Case postale, CH-8000 Zurich

Tél. +41 44 350 65 50

Fax +41 44 350 65 51

hd@zeit-fragen.ch

www.horizons-et-debats.ch

CCP 87-748485-6

IBAN: CH64 0900 0000 8774 8485 6

BIC: POFICHBEXXX

Imprimerie

Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 168.– frs/ 108.– euros

ISSN 1662 – 4599

© 2018 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations.
Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».

«Le scandale du diesel VW ...»

suite de la page 6

revenait meilleur marché de dédommager les victimes d'accident ou plutôt leurs proches que de sécuriser le réservoir de carburant par un revêtement de caoutchouc supplémentaire d'un montant de 12 dollars par véhicule. Il y eut des procédures de recours collectif, des condamnations et paiement de dédommagements. Pour finir, le paiement d'amendes (punitive damages) au Ministère de la Justice fut réduit et passa au niveau comparativement faible de 3,5 millions de dollars.⁵

Dans une autre affaire chez GM, les défauts aux conséquences mortelles (124 morts) dans l'interrupteur de contact avaient été reconnus sans pour autant qu'on ait déclenché l'action de rappel correspondante. GM paya une amende de 900 millions de dollars à l'Etat et de 600 millions de dollars aux victimes survivantes. Une situation analogue se produit chez Takata, le fabricant d'airbags japonais. Rien qu'aux Etats-Unis, 70 millions d'airbags durent être rappelés, et on put imputer au moins 14 morts et 184 blessés à ces défauts.⁶ L'entreprise reconnut le délit criminel, collabora étroitement avec les autorités et se déclara prête à payer une amende d'un milliard de dollars à l'Etat. Dans une affaire plus récente de 2014, Toyota dut s'acquitter du paiement d'une amende de 1,2 milliards de dollars. L'accélération involontaire de certains véhicules Toyota avait provoqué 89 accidents de la route mortels.⁷ Dans le cas de VW, il ne s'agissait pas de décès, mais en comparaison, les amendes à payer étaient extrêmement élevées. Finalement, VW reconnut ses torts et à la suite du «settlement»,⁸ intervint un accord entre VW et le Ministère américain de la Justice en janvier 2017 sur le paiement net d'une amende de 4,3 milliards de dollars. Le total des sommes payées par VW, les paiements de dédommagements aux clients, les rachats éventuels de véhicules ainsi que le versement de la transaction avec le Ministère américain de la Justice, dépassent actuellement un montant total de 25 milliards de dollars et ne peuvent être comparés aux cas évoqués précédemment, où il s'agissait de conséquences ayant entraîné directement la mort.

La situation en Europe

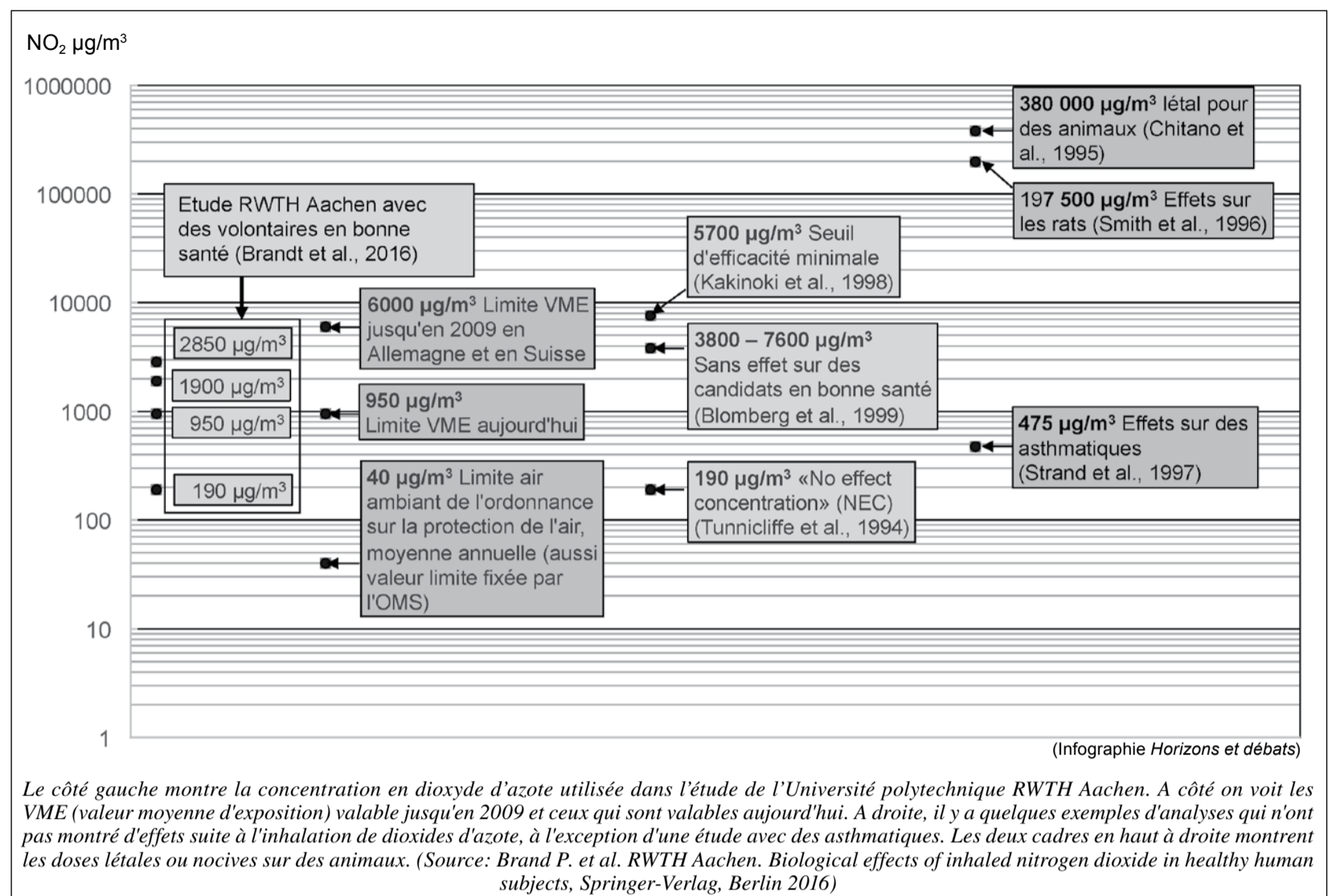
Entretemps, il est évident que des véhicules d'autres fabricants en Europe ont fait preuve d'un comportement similaire. On sait que des mesures similaires à celles du procédé de VW ont été prises. Dans les dispositions correspondantes, il est dit que les véhicules doivent réduire leurs émissions polluantes dans les «conditions d'exploitation normales» et que les «dispositifs d'invalidation» ne sont admissibles que s'ils servent à la protection du moteur et à une conduite sécurisée du véhicule.

En raison de cette formulation «molle», on ne conteste pas non plus du côté officiel, le fait que la législation sur les émissions polluantes manque de clarté, du moins en Europe, que dans les lois et les règlements, les formulations sont vagues et inexactes et qu'elles laissent une large marge de manœuvre à l'interprétation.⁹ Les fabricants doivent tous lutter avec des dispositions peu claires comme décrites ci-dessus. C'est ainsi qu'on trouve des solutions aux problèmes, certes, et de diverses manières, mais pas toujours incontestables.

Le fait que le constructeur automobile VW, avec ses moteurs diesel peu gourmands, soit maintenant présenté comme le seul et unique coupable, alors qu'entre temps de nouveaux tests d'homologation indiquent que les tous récents véhicules de la marque VW, selon une vaste évaluation comparative de l'ADAC (Automobile club d'Allemagne) peuvent se vanter de leur niveau relativement faible d'émissions polluantes,¹⁰ a peut-être plus à voir avec la volonté d'entraver le succès de la marque VW, qu'avec les «dispositifs d'invalidation» utilisés. Malheureusement, le sujet a principalement été médiatisé en Allemagne afin de s'aligner aveuglément sur l'action menée aux Etats-Unis. Les interdictions de circulation en centre-ville pour les véhicules diesel en discussion outrepassent de loin les objectifs raisonnables.

Les niveaux-limites d'émissions polluantes

A l'arrière-plan de toutes ces discussions, on trouve le taux limite pour l'émission de



NO_x pour les véhicules diesel et pour la qualité de l'air, notamment en villes. Le NO₂ dégagé est un gaz irritant agissant en particulier sur les voies respiratoires. A partir de divers examens toxicologiques pratiqués sur des professionnels exposés à des émissions NO_x, des expositions à long et court terme sur des volontaires sains, on a fixé des taux limites pour la concentration de NO_x ayant une marge de sécurité face au seuil de nocivité.

La concentration maximale autorisée sur le lieu de travail en industrie (VME, 8 h par jour, 40 h par semaine) pour le NO_x atteint 950 µg/m³.¹¹ Par contre, l'OMS a déterminé un seuil de nocivité épidémiologique dérivé dont la concentration maximum admissible dans l'air ambiant est de 40 µg/m³. Cette limite n'est dépassée que dans le centre-ville lors des pics de circulation dans les conurbations. Toutefois, la grande divergence entre les limites fixées selon différentes perspectives – tout de même, un facteur 24 – indique clairement que des estimations très diverses existent sur les effets des émissions de NO₂ si âprement discutées. Il est certain que les véritables conséquences sur la santé doivent être réduites au maximum, mais l'incertitude dans l'évaluation des conséquences de l'inhalation de NO₂ est extrêmement vaste. Certaines publications constatent que les émissions plus élevées de NO_x relevées dans la vie réelle, avec les taux avancés par l'OMS, faisaient état de chiffres extrêmes sur les victimes supplémentaires ou les cas de décès et de perte d'années de vie. En raison des nombreuses études ne trouvant aucun effet toxicologique aux concentrations dont il est question, ces recherches¹² doivent être plutôt renvoyées au domaine de la spéculation. Ainsi, les interdictions de circulation projetées pour les véhicules diesel dans les centre-ville allemands sont dénuées, comme on l'a vu, de bases solides concernant le risque réel pour la santé et les limites à appliquer. Sur cet arrière-plan, les décisions d'interdiction de circuler en Allemagne, envisagées pour février, donnent lieu à des discussions très contradictoires.

En outre, les émissions de NO₂ ne se présentent jamais de façon isolée, mais toujours couplées à des particules, très clairement plus nocives, de suie venant des gaz d'échappement, accompagnés de particules fines provenant de l'abrasion des pneus et des plaquettes de frein. Les discussions enflammées autour d'une substance nocive isolée n'aboutissent vraiment pas à l'effet désiré. Dans la discussion actuelle, on ne parle guère du fait que les taux limites des émissions de suie des véhicules diesel, à l'effet cancérigène avéré, sont massivement en dessous de la limite suite à l'utilisation des filtres à particules. C'est du système entier de la circulation automobile et de ses émissions polluantes qu'il faudrait

débattre. La discussion au sujet du diesel et celle menée autour d'une substance nocive isolée détourne l'attention de la problématique dans son ensemble. La question serait plutôt de savoir comment on pourrait donner à la circulation automobile privée d'aujourd'hui une forme plus écologique. Le diesel se positionne encore plus ou moins bien à côté du moteur à essence, pour lequel il a été prouvé depuis septembre 2017 qu'il avait lui aussi un très haut niveau d'émission de particules au démarrage à froid.¹³ Il faudra aussi s'attaquer à ce problème par le filtrage des particules pour le moteur à essence, espérons-le sans déclencher une nouvelle campagne médiatique.

Les véritables émissions ont baissé

Des experts avaient déjà abordé le sujet, bien plus tôt que ce que nous font croire les informations médiatiques actuelles.¹⁴ En 2012 et même avant, on avait déjà établi que les véritables taux d'émissions polluantes sur la route étaient plus élevés que les limites prescrites dans le cycle d'essai officiel. Malgré cela, on est arrivé à diminuer environ du facteur 7 les émissions de NO_x dans le trafic routier normal, entre 2000 et 2014. Pendant la même période, on a abaissé les taux limites des tests officiels environ du facteur 6. Le renforcement de la législation sur les émissions polluantes n'a donc pas été inefficace.

Aspects éthiques

Entretemps, et c'est plus que surprenant, il est apparu qu'un nombre conséquent de spécialistes de l'entreprise VW étaient au courant des manipulations et qu'aucun d'entre eux n'a essayé d'empêcher cette conduite allant à l'encontre de l'éthique, ni ne l'avait rendue publique.

Dans pratiquement la totalité des grandes entreprises, et bien sûr aussi chez VW, il existe un code d'éthique et un «système d'information» dans le cadre de la lutte contre la corruption, la criminalité en matière économique ou des actes contraires à l'éthique, et la formation correspondante est dispensée aux collaborateurs de l'entreprise. La même chose existe dans les sociétés américaines sous le nom de «Raise an Ombuds Concern» ou «Whistle-blower», où les collaborateurs de l'entreprise sont invités à exprimer leurs inquiétudes en cas de violations des règles ou de la loi auprès d'un médiateur neutre ou, comme dans le cas de VW, de personnes extérieures, tels des avocats liés par le secret professionnel. Malgré ces garanties, le système n'est pas ou n'a pas été utilisé par crainte des inconvénients et d'une possible perte d'emploi – en tout cas, pas dans l'affaire en question.

La responsabilité collective a-t-elle disparu à ce point pour que le succès économique de l'entreprise ou la carrière des professionnels

compte davantage que tout le reste? Les discussions internes dans les sociétés sont-elles donc uniquement et exclusivement orientées vers le succès économique? Il y a, certes, une discussion sur l'aspect éthique du scandale du diesel mais elle est menée, malheureusement, par des journaux ou de soi-disant «experts en éthique et économie» et se réduit à critiquer la structure complexe de la direction de la multinationale et à spéculer du qui savait quoi et à quel moment parmi ses membres.

Comment le sujet a été traité et discuté au niveau opérationnel, on n'en sait rien. Une citation bien connue nous traverse alors l'esprit, qui nous reporte juste avant le départ de la mission Challenger de la NASA, où l'ordre de décollage, aux conséquences désastreuses – mort de 5 astronautes – avait été donné malgré les objections des ingénieurs: «Take off your engineering hat and put on your management hat». Cette attitude peut avoir joué un rôle, lorsque le grand rêve de Volkswagen d'occuper la première place parmi les constructeurs automobiles du monde risquait de ne pas se réaliser.

(Traduction Horizons et débats)

¹ Thompson, Gregory J. et al. In-Use Emissions Testing of Light-Duty Diesel Vehicles in the United States. Final Report, Center for Alternative Fuels, Engines & Emissions, West Virginia University, 15/5/14

² US-Richter kennen keine Gnade für VW-Manager. Neue Zürcher Zeitung, 7/12/17

³ Domke, Felix. Ein Hacker erklärt den VW-Betrug. Vortrag am Kongress CHAOS COMPUTER CLUB, 29/12/15

⁴ Ewing, Jack. Faster, Higher, Farther. The Volkswagen Scandal, W. W. Norton & Company, Inc., New York 2017

⁵ Birsch, Douglas. The Ford Pinto Case: A Study in Applied Ethics, Business, and Technology, Suny Deres. 1/10/94

⁶ Takata zahlt Milliardenstrafe. Neue Zürcher Zeitung, 13/1/17

⁷ Toyota to Pay \$1.2B for Hiding Deadly 'Unintended Acceleration'. ABC-News, 19/3/14

⁸ Volkswagen AG Agrees to Plead Guilty and Pay \$4.3 Billion in Criminal and Civil Penalties. US-Department of Justice, 11/1/17

⁹ Deutscher Bundestag 18. Wahlperiode. Drucksache 18/12900, Berlin, 22/6/17

¹⁰ Stickoxide im Weltzyklus WLTC. ADAC ECOTEST 09/2015

¹¹ SCOEL Scientific Committee on Occupational Exposure Limits for NOx. European Commission, Juin 2014

¹² Anenberg, Susan et al. Impacts and mitigation of excess diesel-related NOx emissions in 11 major vehicle markets, Nature, 25/5/17, Vol 545 p. 467

¹³ Platt, S. M. et al. Gasoline cars produce more carbonaceous particulate matter than modern filter-equipped diesel cars, Nature Scientific Report, 13/7/17

¹⁴ Weiss, Martin et al. On-Road Emissions of Light-Duty Vehicles in Europe. Environmental Science & Technology 2011, 45, 8575–8581

Reconsidérer les réformes scolaires et la «gestion du changement»

Rapport du congrès: Time for Change?

par Karl-Heinz Dammer,* Allemagne

hd. «Horizons et débats» publie souvent des articles critiques sur les développements actuels dans le domaine de l'école et de la formation. Nous avons également illustré dans de diverses perspectives la manière antidémocratique dont on impose et implante des changements dans le domaine scolaire, ordonnés d'en haut aux enseignants et aux élèves. Karl-Heinz Dammer, professeur en science de l'éducation, résume de manière très informative un congrès traitant de ce sujet. Ce rapport offre une vue d'ensemble sur le déroulement de cette journée. «Horizons et débats» publiera dans ses éditions ultérieures certaines contributions et des aspects plus détaillés de ce congrès.

Le 3 février a eu lieu à la Bergischen Universität Wuppertal [Université de Wuppertal en Allemagne] le premier colloque de cette année organisé par la Gesellschaft für Bildung und Wissen e.V. [GBW – Société favorisant la formation et les connaissances], dont le titre «Time for Change?» a été en toute connaissance de cause complété d'un point d'interrogation. Le thème traitait du paradoxe du changement durable auquel le système éducatif allemand, et pas seulement lui, se voit livré depuis la publication de la première étude PISA en 2001. Ce colloque a apparemment suscité l'intérêt de nombreux collègues qui sont venus d'Allemagne mais aussi de Suisse et d'Autriche contribuant ainsi à ce que cette réunion avec ses plus de 400 participants soit le plus grand succès de la GBW jusqu'à ce jour.

Le grand intérêt peut s'expliquer entre autre par le fait que pour la première fois on a laissé suffisamment de place et de temps pour les rapports présentant concrètement la pratique scolaire de collègues engagés dans la politique de l'éducation. Il en résulta un large éventail de critiques pratiques et théoriques, éveillant un certain scepticisme mais également des perspectives et des exemples encourageants pour des interventions dans l'entreprise réformatrice tournant à vide.

Innovations imposées

Jochen Krautz (organisateur du colloque et professeur dans le domaine de la pédagogie artistique à l'Université de Wuppertal) et Ursula Frost (professeur de pédagogie générale et systématique à l'Université de Cologne) ont présenté le sujet du colloque. Jochen Krautz a dévoilé à l'aide de quelques citations, se référant entre autre au développement de l'école, que le discours sur le changement était exempt d'objectifs et de justifications, tout en propageant l'importance du changement en lui-même et qu'il opérait avec de simples confrontations entre l'ancien et le nouveau. Au moyen de l'œuvre principale d'Edward Bernays intitulé «Propaganda», Krautz a montré qu'en 1928 déjà, on développa des stratégies pour manipuler les gens dans le sens des innovations imposées, notamment en mettant en scène des événements inquiétants dont les conséquences néfastes ne pourraient être évitées que grâce à l'innovation proposée.

La perspective historique

Ursula Frost a rappelé, d'un point de vue historique et systématique, la double fonction que Schleiermacher a proposé pour l'école au début du XIX^e siècle, c'est-à-dire adapter les générations montantes à la société, en même temps les rendre capable de jugement pour être capable d'examiner le système actuel. L'orientation forcée des élèves vers les exigences du marché du travail par les études PISA n'est donc, cela devenait évident, pas quelque chose de nouveau. Ce qui est neuf par contre, selon Mme Frost, est l'intensité et l'étendue des technologies au moyen desquelles cela est mis en œuvre. En se référant à l'expérience de Milgram, elle rappelle avec



«Ce colloque a apparemment suscité l'intérêt de nombreux collègues qui sont venus d'Allemagne mais aussi de Suisse et d'Autriche contribuant ainsi à ce que cette réunion avec ses plus de 400 participants soit le plus grand succès de la GBW jusqu'à ce jour.» (photo Gesellschaft für Bildung und Wissen e. V.)

insistance les dangers créés par l'adaptation irréfléchie à des choses imposées.

La gestion du changement

Matthias Burchardt (conseiller académique en science pédagogique à l'Université de Cologne) a expliqué dans son exposé engagé les psychotechniques, dont la gestion du changement [en anglais: Change Management] se sert, et a illustré à l'aide de citations spécifiques comment ce procédé est utilisé pour briser la ténacité et l'individualité.

Des susurrements dans la salle et quelques applaudissements ont donné l'impression que de nombreuses personnes savaient de quoi il s'agissait. Pourtant, la gestion du changement avait à l'origine des objectifs politiques justifiés, car elle remontait au psychologue social Kurt Lewin, voulant ainsi réintégrer socialement des adolescents au comportement perturbateur: au moyen d'un «dégel», ils étaient sensés se défaire de leur comportement social problématique pour ensuite assimiler un comportement pro-social finalement stabilisé dans une troisième phase. La gestion du changement se sert aujourd'hui encore de ces trois étapes du «dégel», du «mouvement» et de la «stabilisation» quand il s'agit de manipuler les gens dans le sens d'un changement propagé.

Les rapports d'enseignantes et d'enseignants lus par la suite (une petite sélection parmi plusieurs centaines de récits sur des changements imposés) ont montré que pour imposer cette méthode, des stratégies pas toujours subtiles dans le quotidien scolaire étaient utilisées et imposées malgré le scepticisme ou le refus des enseignants par une répression plus ou moins voilée.

La discussion entre les intervenants et les délégués du personnel a idéalement complété les présentations: 70 ans après la fin de la dictature nazie, des formations continues intitulées «Guider et suivre» sont de nouveau présentables, des «innovations», délayant en réalité la qualité de la formation, sont imposées sous l'influence d'intérêts économiques privés, contre la volonté déclarée des personnes concernées et le développement de l'école axé sur l'«output» opère avec des indicateurs scandaleux comme par exemple les coûts des réparations pour mesurer l'apprentissage social(!).

Influence et manipulation dans l'enseignement

Après la pause de midi, Silja Graupe (professeur de philosophie et d'économie de la Haute Ecole de Cusanus à Bernkastel-Kues – fondée par elle-même) a complété dans son exposé intitulé «Influence et la manipulation dans l'éducation» les explications de Matthias Burchardt concernant la gestion du changement en montrant que la base de ce système est un essai de grande envergure durant

depuis près d'un siècle pour établir une image de l'homme compatible avec l'économie et étant avant tout promu par les sciences cognitives. On y divise la pensée de l'homme en deux systèmes: le système 1, dans lequel les actions intuitives et les modèles d'interprétation inconscients sont enregistrés, et le système 2 responsable de la réflexion consciente et de la capacité de jugement. Selon Mme Graupe, on stigmatise ce système, en le caractérisant de trop compliqué et trop inerte, car il empêche la mise en pratique d'innovations. Celui qui aspire à cela doit donc «remanier» le système 1 en «effaçant» les contenus et en les «réécrivant». Les stratégies utilisées à cette fin sont, comme Mme Graupe le prouve, en principe les mêmes que lors d'un lavage de cerveau, moins brutal, mais guidé d'un «paternalisme libertaire», comme le prix Nobel de l'économie Richard Taylor le nomme. Il s'agit là d'un système de manipulation publique, dans lequel une élite dicte à la majorité, pour laquelle réfléchir est trop pénible, les modèles de pensée voulus. Cela commence également par le «dégel» du système 1, c'est-à-dire l'effacement des modèles mémorisés, les pratiques sociales et les images de soi, pour que l'être infantilisé par la désorientation soit ouvert aux nouvelles propositions, qui seront ensuite stabilisées par l'inculcation de termes clés et de figures rhétoriques. Le système 2, qui pourrait s'opposer, est paralysé par l'occupation avec des activités banales et formelles. De cette façon, a conclu Mme Graupe, on impose un nouveau concept – celui du marché comme principe sociétal valable universellement. Quiconque désire avoir de plus amples détails sur la manière dont cette image réductionniste de l'homme est transmise, peut trouver les informations dans l'étude de Silja Graupe sur la présentation de l'économie de marché dans les manuels d'économie courants (<https://bildung-wissen.eu/fachbeitraege/beeinflussung-und-manipulation-in-der-oekonomischen-bildung.html>).

Démocratie sans formation?

Volker Ladenthin (professeur en science de l'éducation à l'Université de Bonn) répond dans son exposé à la question «Pourquoi la démocratie sans formation n'est pas démocratique – et pourquoi la formation sans démocratie ne pas de succès». Il est parti d'une critique des responsables des tests PISA, postulant avec une évidence étonnante un concept de formation normatif, visant avant tout une fonctionnalité économique sans être eux-mêmes ni pédagogues ni spécialistes de la politique de l'enseignement. Ces abus forcent à une clarification fondamentalement de qui est responsable de quoi en démocratie. Ladenthin a expliqué que, contrairement à la philosophie antique et médiévale, la pensée scientifique moderne part d'un hori-

zon de questions ouvertes et d'une recherche non limitée de la vérité. Concernant cette recherche de la vérité, la science est constitutionnellement libre et exclusivement responsable pour cette recherche. La politique doit en revanche souvent prendre des décisions dans un horizon temporel limité et donc ne pas attendre que les questions sur la vérité soient toutes clarifiées; le devoir de la démocratie est d'organiser ce processus de décision dans le sens du bien commun ce qui suppose d'avoir des citoyens bien informés et capables de jugement ayant donc une bonne formation représentant, aux yeux de Ladenthin, le premier devoir de la politique.

Devant cet arrière-plan, Ladenthin a illustré à l'aide de trois exemples, comment cette «division du travail» est aujourd'hui concrètement sapé dans les plans d'études modernes: on définit des vérités indiscutables d'objectifs de formation, de contenus ou de méthodes en tant que normes – selon Ladenthin, un procédé unique dans l'histoire des programmes scolaires démocratiques qui retombent ainsi dans une manière de penser pré-moderne.

Que faire?

Après ces trois exposés critiques éclairant de différentes perspectives l'idéologie de la gestion du changement, il revenait à Jochen Krautz, dans son exposé final, de répondre à la question finale suivante: «Que faire?». Il a entrepris ce challenge, comme son prédécesseur, en revenant à la philosophie antique, c'est-à-dire à la définition d'Aristote de la *techné* importante pour la compréhension de l'art de l'enseignement, du savoir, de l'exercice et de l'expérience. En ce sens, la pédagogie en fait également partie, une science de l'art rassemblant les connaissances factuelles et pédagogiques, les modèles d'action et le discernement situationnel. En se fondant sur cette professionnalité, c'est à l'enseignant de garantir la qualité de son enseignement avec sa responsabilité sociale et pédagogique et non pas selon des directives imposées de l'extérieur. De telles directives risquent plutôt d'empêcher le développement de l'art professionnel de l'enseignement. En bref: Krautz demande que l'autonomie pédagogique des enseignants soit prise au sérieux.

Cela a mené à une réponse claire à la question d'entrée. A condition d'avoir un éthos professionnel développé, aspirant à la perfection en ce qui concerne les aspects professionnels et pédagogiques, les enseignants ont également le droit garanti légalement de s'opposer à des violations pédagogiquement contestables de leur professionnalité. Krautz explique le fait que cela ne survient que rarement par la situation des enseignants qui se retrouvent comme «prisonniers modèles» dans un laboratoire expérimental construit idéologiquement sans le réaliser entièrement, étant donné que les termes et les concepts imbus de la gestion du changement sont souvent liés à des termes pédagogiques positivement connotés. Face à cette déprofessionnalisation, Jochen Krautz a placé le retour à l'objectivité, donc aux connaissances, au discernement et à la sociabilité, c'est-à-dire à la réflexion des relations pédagogiques entre les jeunes générations et les plus âgées ainsi que de l'enseignement en classe où l'on travail ensemble à une chose commune.

La discussion finale de ce colloque a montré qu'il valait la peine de s'opposer aux développements néfastes car cela peut mener au succès lorsque divers groupes se sollicitent, cherchent à se faire connaître et utilisent tous les moyens d'opposition démocratique. C'était une expérience très enrichissante, de ressentir l'engagement profond de tous les représentants des diverses organisations et associations présentes œuvrant à la même tâche malgré les différences d'appréciation dans certains domaines. •

Quelle: <https://bildung-wissen.eu/veranstaltungen-1/gbw-tagungen-2018/tagungsbericht-time-for-change-wuppertal.html>

(Traduction Horizons et débats)

* Le Professeur Dammer enseigne et fait de la recherche à l'Institut des sciences de l'éducation à la Haute Ecole de pédagogie de Heidelberg, au département de pédagogie générale.